

Rapport financier 23-24

Sommaire

Bilan du siège	4
Compte de Résultats du siège fédéral 23-24.....	5
Annexe	6
Réalisé 2023/2024	18
Rapport des trésoriers.....	21
Bilan combiné.....	26
Compte de résultats combiné	27
Annexe combinaison des comptes	28

Bilan du siège

ACTIF	31.08.2024			31.08.2023	PASSIF	31.08.2024	31.08.2023
	Brut	Amort. & Dépréciat°	Net				
ACTIF IMMOBILISE					FONDS PROPRES		
Immobilisations incorporelles	89 312	66 860	22 453	34 871	Fonds propres (avant affectation)	5 451 539	5 967 830
Terrains	20 962		20 962	20 962	Résultat du siege de l'association	-806 005	-516 292
Constructions	360 643	320 166	40 476	45 192	Subventions d'investissement		
Matériels d'activités	581	581			Total	4 645 534	5 451 538
Autres immobilisations corporelles	281 715	224 480	57 235	72 699	FONDS DEDIES ET PROVISIONS		
Immobilisations en cours					Fonds dédiés	80 096	81 089
Prêts OCCE	5 700	5 700			Provisions pour risques	48 400	20 400
Autres immobilisations financières	304 854	121 903	182 950	190 066	Provisions pour charges	816 103	803 258
Total	1 063 766	739 690	324 076	363 790	Total	944 599	904 747
ACTIF CIRCULANT					DETTES		
Stocks	7 014		7 014	8 807	Emprunts OCCE		
					Emprunts et dettes assimilées		
Coopératives et usagers divers	2 790		2 790	305	Fournisseurs	105 100	40 093
Comptes courants OCCE	302 868	10 156	292 711	55 615	Dettes fiscales et sociales	1 366 446	1 216 221
Autres créances	1 165 395	291 000	874 395	2 884 687	Comptes courants OCCE	102 733	120 592
Trésorerie	5 811 233		5 811 233	4 434 193	Autres dettes	164 104	9 745
Charges constatées d'avance	152 055		152 055	150 324	Produits constatés d'avance	135 760	154 785
Total	7 441 355	301 156	7 140 199	7 533 931	Total	1 874 142	1 541 436
TOTAL	8 505 121	1 040 846	7 464 275	7 897 721	TOTAL	7 464 275	7 897 721

Compte de Résultats du siège fédéral 23-24

	2023/2024	2022/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations perçues	5 872 376	5 647 344
Ventes de produits	131 626	104 743
Prestations de service et animations	94 742	88 218
Subventions d'exploitation	4 218 555	4 170 500
Dons et Mécénat		
Contributions financières		
Autres produits	95 136	70 475
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges	111 632	224 547
Utilisations des fonds dédiés	34 913	18 619
Total	10 558 981	10 324 447
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de fournitures à céder	104 696	106 271
Variation des stocks de fournitures à céder	1 793	-3 781
Autres achats et charges externes	1 458 406	1 532 562
Aides financières	516 081	520 961
Impôts et taxes	626 049	547 657
Salaires	4 966 409	4 701 475
Charges sociales	3 639 753	3 348 475
Cotisations reversées		
Autres charges	1 701	663
Dotations aux amortissements	39 634	43 320
Dotations aux dépréciations et provisions	146 478	97 752
Reports en fonds dédiés	33 920	
Total	11 534 919	10 895 355
RESULTAT D'EXPLOITATION (I)	-975 938	-570 909
PRODUITS FINANCIERS		
Produits des placements	153 098	36 515
Reprises sur dépréciations et provisions	53 796	32 819
Total	206 894	69 334
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	25 602	
Dotations aux dépréciations et provisions	14 535	16 915
Total	40 137	16 915
RESULTAT FINANCIER (II)	166 757	52 419
RESULTAT COURANT (I + II)	-809 181	-518 489
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	25 307	19 860
Sur opérations en capital	450	
Reprises sur dépréciations et provisions		
Total	25 757	19 860
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	22 581	17 662
Sur opération en capital		
Dotations aux dépréciations et provisions		
Total	22 581	17 662
RESULTAT EXCEPTIONNEL (III)	3 176	2 197
RESULTAT DE L'EXERCICE (I + II + III)	-806 005	-516 292
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature et prestations en nature		
Bénévolat		
Total		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Mises à disposition gratuite de biens et prestations en nature		
Personnel bénévole		
Total		

Annexe

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 août 2024, dont le total est de 7 464 275 € et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat déficitaire de 806 004,57 €, présentée sous forme de liste.

PREAMBULE :

La Fédération OCCE (Office Central de la Coopération à l'Ecole) est la fédération nationale des Associations Départementales (AD) et des Unions Régionales (UR) de l'OCCE.

L'OCCE contribue à l'éducation aux valeurs de laïcité, d'humanisme, et de coopération dans l'Ecole publique et la société.

L'OCCE a pour objet de permettre la création et d'accompagner le fonctionnement des coopératives affiliées à l'OCCE ainsi que de favoriser les actions et les projets coopératifs menés par celles-ci.

Inspirée par un idéal de progrès humain, l'OCCE se donne pour but l'éducation civique, morale, sociale, économique et intellectuelle des coopérateurs, membres des coopératives.

L'association départementale regroupe, administre et anime les coopératives affiliées de son département.

Une union régionale regroupe les associations départementales d'une région administrative.

L'annexe suivante concerne les comptes de la Fédération OCCE uniquement.

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 1^{er} septembre 2023 au 31 août 2024. Les notes et tableaux ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

- Versement à 100 % de la subvention 2023 par le ministère de l'éducation nationale, soit 4 170 500 € ;
- Baisse du nombre d'adhérents : 4 837 656 vs 4 888 147 en N-1 soit une baisse de 50 491 adhérents et une augmentation de la cotisation à 1,22 € (+0,06 €) ;

2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Le bilan et compte de résultat de la Fédération sont établis conformément aux dispositions de la législation française et aux pratiques comptables généralement admises en France, notamment celles du plan comptable associatif adopté par le Comité de la réglementation comptable le 16 février 1999 et homologué par l'arrêté du 8 avril 1999, mis en conformité avec le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N°2018-06 du 5 décembre 2018.

• Convention de principe

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

- **Immobilisations incorporelles et corporelles**

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production. Pour l'application de l'article 322-1 du PCG, la méthode prospective de réallocation des valeurs nettes comptables (avis 2005-D du 1^{er} juin 2005 du comité d'urgence du CNC) a été utilisée.

La valeur résiduelle, estimée à dire d'expert immobilier en date du 26 octobre 2006, est supérieure à la valeur nette comptable à la date de clôture.

- **Amortissement des immobilisations**

Conformément à la mesure de simplification en faveur des PME (avis 2005-D du 1^{er} juin 2005 du comité d'urgence du CNC), l'amortissement des biens non décomposables est pratiqué sur la durée d'usage, sans rechercher la durée d'utilisation.

Pour les biens non décomposables, les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire sur la durée de vie antérieurement retenue :

- Logiciels informatiques : de 1 à 5 ans
- Agencements et aménagements des constructions : 10 à 20 ans
- Matériels d'activités : 3 à 5 ans
- Agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- Matériels de transport : 4 à 5 ans
- Matériels de bureau et informatique : 1 à 5 ans
- Mobilier : 1 à 10 ans

En application du règlement sur les actifs, la durée d'amortissement de la structure du bâtiment est de 50 ans.

- **Immobilisations financières**

Les prêts accordés aux associations départementales, dont l'échéance est supérieure à un an, sont comptabilisés en immobilisations financières. Ces prêts font systématiquement l'objet d'une convention incluant un échéancier de remboursement. Une dépréciation est comptabilisée lorsqu'un risque de non-recouvrement existe à la date d'arrêt des comptes.

Ces prêts ont été accordés soit pour pallier des difficultés financières de certaines associations départementales, soit pour aider au financement d'investissements importants.

Les prêts à la construction remboursables au bout de 20 ans sont dépréciés afin de prendre en compte l'érosion monétaire.

- **Stocks**

Les marchandises sont valorisées au dernier prix d'achat. Les stocks sont, le cas échéant, dépréciés pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

- **Créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation des créances est comptabilisée lorsqu'un risque de non-recouvrement existe à la date d'arrêt des comptes.

Une créance de 291 000 € a été comptabilisée à l'actif du bilan de l'OCCE en N-3. Cette somme correspond à une créance que l'OCCE estime posséder sur un prestataire indélicat. Celui-ci a adressé une facturation indue pour des travaux que l'OCCE a réglés compte tenu d'une prétendue urgence alléguée par ce prestataire. Les travaux payés n'ont pas été réalisés. L'OCCE a déposé une plainte en justice contre ce prestataire. Dans l'attente, une provision pour risque d'irrecouvrabilité de cette créance a été constituée. Elle s'élève à 291000 € soit 100 % du montant dont le remboursement est réclamé. En date du 3 juillet 2023 le doyen des juges d'instruction de la cour d'appel de Paris a dispensé l'OCCE de consignation dans le cadre du litige en cours.

- **Valeurs mobilières de placement**

Les valeurs mobilières de placement sont valorisées à leur coût d'acquisition. Les plus-values réalisées sont calculées selon la méthode « *premier entré, premier sorti* ». A la date de clôture, une dépréciation est comptabilisée si le cours à cette date est inférieur au coût d'acquisition.

- **Indemnités de départ à la retraite**

Conformément à la Négociation Annuelle Obligatoire signée le 08/12/2015 avec les organisations syndicales, la provision pour indemnités de départ à la retraite représente 1/3 de mois de salaire par année de présence pour l'ensemble des salariés en CDI (hors statut de fonctionnaire) ayant plus d'un an d'ancienneté avec des charges patronales de 50%, sans actualisation, ni application d'un coefficient de rotation du personnel. Les éventuels changements de temps de travail au cours de la carrière des salariés ne sont pas pris en compte dans le calcul de la provision. Montant de la provision à la clôture de l'exercice : 816 102,80 €.

- **Provision pour risques et charges**

Ces provisions recensent les risques encourus par l'O.C.C.E. tels que ceux-ci ont été identifiés à la clôture de l'exercice. Le poste s'élève à 48 400 € à la clôture de l'exercice contre 20 400 € l'an passé. L'augmentation (+ 28 000 €) correspond à une provision pour risque prud'homal.

- **Cotisations**

Le calcul des cotisations à recevoir est réalisé à partir des états de cotisations reçus par la Fédération. Pour les associations départementales n'ayant pu envoyer leur état de cotisations dans les délais fixés, les cotisations à recevoir sont estimées d'après le nombre de coopérateurs déclaré lors de l'exercice précédent. Le montant à recevoir est estimé à 40 525,96 €.

3. CHANGEMENT DE METHODE

Il n'y a pas eu de changement de méthode sur l'exercice comptable 2023/2024 par rapport à l'exercice 2022/2023.

4. NOTES SUR L'ACTIF DU BILAN

4.1 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

4.1.1 Tableau de variation des immobilisations brutes

Valeurs Brutes	Début	Augmentations	Diminutions	Fin
Logiciels Informatiques	89 588,14		275,78	89 312,36
Terrains	20 961,74			20 961,74
Constructions, install., aménagements	377 374,84		16 732,03	360 642,81
Matériel et outillage industriel	2 451,54		1 870,45	581,09
Matériel de bureau et informatique	199 680,95	7 034,77	22 812,35	183 903,37
Mobilier de bureau	101 159,88		3 348,73	97 811,15
Immobilisations en cours	-	-	-	-
Avances sur immobilisations	-	-	-	-
Total	791 217,09	7 034,77	45 039,34	753 212,52

4.1.2 Acquisitions de l'exercice

Dont :

Matériel bureau et informatique

- ✓ Ordinateurs, écrans, souris 6 786,77 €
- ✓ Téléphones portables 159,00 €

4.1.3 Désinvestissements de l'exercice (mises au rebut)

Suppression des immobilisations amorties et mises au rebut (Mise à jour inventaire) :

Logiciel : 275,78 €
Installation Agencements : 16 732,03 €
Matériel et outillage : 1 870,45 €
Matériels de bureau et informatique : 22 812,35 €
Mobilier de bureau : 3 348,73 €

4.1.4 Tableau de variation des amortissements

Immobilisations amortissables	Début	Augmentations	Diminutions	Fin
Logiciels Informatiques	54 716,89	12 418,49	275,78	66 859,60
Construction sur sol propre	193 248,34	2 400,00		195 648,34
Installations générales, agencements, aménagements	138 934,10	2 316,00	16 732,03	124 518,07
Matériel et outillage industriel	2 451,54		1 870,45	581,09
Matériel de bureau et informatique	171 898,98	16 298,33	22 812,35	165 384,96
Mobilier de bureau	56 242,61	6 200,84	3 348,73	59 094,72
Total	617 492,46	39 633,66	45 039,34	612 086,78

Dotation d'exploitation 39 633,66
Dotation exceptionnelle
Total 39 633,66

4.2 IMMOBILISATIONS FINANCIERES

4.2.1 Tableau de variation des immobilisations financières

Immobilisations Financières	Début	Augmentations	Diminutions	Fin
Parts Sociales	3 818,70			3 818,70
Prêts aux associations départementales	11 400,00		5 700,00	5 700,00
Prêts à la construction Siège	277 438,79	21 140,00	1 318,79	297 260,00
Dépôt et Cautionnement	17 495,00	2 580,00	16 300,00	3 775,00
Total	310 152,49	23 720,00	23 318,79	310 553,70

4.2.2 Parts sociales

Elles concernent notamment 1 528 € de parts sociales CASDEN souscrites en 2002/2003 pour l'obtention de l'emprunt concernant les travaux de rénovation du siège, soit 191 parts à 8 €.

4.2.4 Dépôt et cautionnement**3 775,00**

Mouvement de l'exercice :

Remboursement Réactive Exécutive Dépôt de garantie du 23/01/2023	:	- 15 600
Remboursement Caution Logement Bardin	:	- 700
Caution 2 Mois logement Boulogne	:	2 580

4.2.5 Tableau des provisions sur immobilisations financières

Eléments	Début	Augmentations	Diminution
Prêts aux associations départementales	11 400,00		5 700,0
Prêts à la construction du siège	108 686,76	14 535,39	1 318,7
Total	120 086,76	14 535,39	7 018,79

Dont reprises sur provisions financières utilisées conformément à leur objet :

Dont reprises sur provisions financières devenues sans objet : **7 018,79****4.3 STOCKS DE MARCHANDISES 7 013,76**

Ils sont composés notamment :

- de brochures « Agendas et livrets du maître Cycle 3 »
- de brochures « Agendas et livrets du maître Cycle 2 »
- de clés « USB OCCE » et des kits « porté disparu »

4.4. USAGERS

Eléments	Brut	Dépréciation	Net
Salariés/Bénévoles Fédération	626,00	-	626,00
Clients "Divers"	2 124,45	-	2 124,45
Clients "animation et éducation"	40,00	-	40,00
Clients Factures à établir			
Total	2 790,45	-	2 790,45

4.5 COMPTES COURANTS OCCE

Eléments	Brut	Dépréciation	Net
AD ou UR OCCE	302 867,57	10 156,27	292 711,30
Total	302 867,57	10 156,27	292 711,30

4.6 AUTRES CREANCES

• Fournisseur avances sur commande	36 218,22
• VVF rembourser à recevoir	60,00
• Personnel, Avances et acomptes	8 015,00
• Participation C.E.	15 510,26
• Chèques Déjeuner	19 782,00
• IJSS à recevoir (CPAM)	47 001,61
• Etat subvention à recevoir	732 478,66
• Etat TVA à décaisser	11 591,00
• Tickets Foyer des Lycéennes	477,20
• Autres débiteurs divers sommes à recouvrir	291 000,00
• Produits à recevoir	3 261,28
• Dépréciation créance douteuse	- 291 000,00
	874 395,23

4.7 TRESORERIE

Ce poste est essentiellement composé de :

• Titres cotés	183,32
• Parts Sociales Caisse Epargne	206 000,00
• CAT Caisse Epargne	2 174 500,00
• CAT Bred	800 000,00
• Parts Sociales Bred Banque Populaire	164 938,56
• Le Conservateur placement	500 000,00
• Horizon trésorerie Caisse Epargne	20 000,00
• Parts Sociales Crédit Coopératif	152,50
• Chèques remis à l'encaissement	55 780,99
• Caisse épargne	879 270,45
• Compte courant BRED	106 402,69
• Livret A	88 226,78
• Epargne Casden	533 782,11
• Intérêts courus	63 807,37
• Compte Courant Bred Trans port 1	3 206,30
• Compte courant Crédit Coopératif	161 626,45
• BP AEE	12 449,43
• Mooncard	35 175,60
• Paypal OCCE	676,92
• Caisse	85,62
• Régie d'Avance	4 967,61
	5 811 232,70

4.8 CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Ce poste concerne des factures fournisseurs reçues, mais concernant l'exercice suivant. Il est composé essentiellement de :

• Corlet Impression et Expédition Agendas, Boutique 24/25, AGEFIM, Calendriers 2025...	105 186,75
• Contrat de location et maintenance	33 893,14
• Impôts fonciers et Taxe balayage	7 171,09
• Abonnements RH	1 739,43
• Billets SNCF, Hôtel et carte liberté pour 23/24	252,67
• Contrats d'assurance Fédération	3 812,21
	152 055,29

5. NOTES SUR LE PASSIF DU BILAN

5.1 TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

Rubriques	Début	Résultat de l'exercice	Changement de méthode (*)	Affectation résultat de l'exercice précédent	Fin
Fonds associatif sans droit de reprise	5 967 830,46		0,00	-516 291,91	5 451 538,55
Résultat de l'exercice		-516 291,91			
Fonds propres	5 967 830,46	-516 291,91	0,00	-516 291,91	5 451 538,55

5.2 FONDS DEDIES

	Début	Augmentation	Diminution	Fin
Fond Communication	37 907,00	-	-	37 907,00
Fond Développement Durable	155,80	-	155,80	
Fond Transition Ecologique	13 126,64	-	13 126,64	
Fond Chantiers Vie Associative	29 899,50	-	21 630,56	8 268,94
Fond Chantiers 2024	-	33 920,09		33 920,09
Total	81 088,94	33 920,09	34 913,00	80 096,03

5.3 TABLEAU DE VARIATION DES PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice (*)	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions pour risques				
Autres risques	20 400,00	28 000,00		48 400,00
Provisions pour charges				
Grosses réparations	-	-	-	-
Autres charges				
Engagements de retraite (cf. note 3.)	803 258,24	108 321,25	95 476,69	816 102,80
Provisions pour dépréciations				
Des immobilisations financières	120 086,76	14 535,39	7 018,79	127 603,36
Des stocks				-
Des créances clients et comptes rattachés	16 155,46	10 156,27	16 155,46	10 156,27
Des autres créances	291 000,00			291 000,00
Autres provisions pour dépréciation (Instruments trésorerie ou placements)	46 777,48		46 777,48	
Fonds propres	1 297 677,94	161 012,91	165 428,42	1 293 262,43

Dotations / reprises d'exploitation 146 477,52 111 632,15

Dotations / reprises financières 14 535,39 53 796,27

Dotations / reprises exceptionnelles

Total 161 012,91 165 428,42

(*) Dont reprises sur provisions utilisées conformément à leur objet 111 632,15

(*) Dont reprises sur provisions devenues sans objet 53 796,27

Total 165 428,42

5.4 FOURNISSEURS

105 100,05

Les principales dettes fournisseurs concernent :

• Fournisseurs, Factures non Parvenues	29 295,04
• L&D Conseil	1 365,60
• Corlet	556,31
• Fac Similés/Canon	687,42
• Coup Dmain	2 407,60
• Hexanet	4 639,54
• Biper	8 640,00
• French Payroll Services	32 945,52
• Sotial	6 182,38
• Eaux de Paris	118,94
• Sudel	500,00

• Tresor Public	6 723,00
• CEMEA	26,63
• Kelio	1 369,88
• ECEF	590,00
• ENS Lyon	3 571,20
• Furiosa	1 890,00
• Korevie	880,00
• Radio Media	150,00
• Run Better	726,00
• Social Inter	690,48
• Utopique	1 144,51

5.5 DETTES FISCALES ET SOCIALES

• Personnel oppositions	428,88
• Urssaf	176 876,34
• Retraite	38 629,25
• Prévoyance	10 313,01
• Axa sur complémentaire	3 940,73
• Uniformation	18 578,14
• IRCOM	567,57
• ISTYA Collectives	21 325,82
• APAC-GMF	9 669,95
• Retraite Fonctionnaire	3 015,16
• Compte Epargne Temps	148 031,15
• Organismes sociaux Charges à payer	83 006,00
• DGFIP Prélèvement à la source	21 209,00
• Etat remboursement salaires et charges sur M.A.D	355 521,11
• Taxe sur salaire	50 327,00
• Retenue Pension Fonctionnaire	181 923,10
• Dettes provisionnées sur congés payés	93 604,00
• Dettes provisionnées sur 13ème mois	96 573,00
• Dettes provisionnées sur RTT	17 863,00
• Etat Charges à payer	26 199,72
• Etat Taxe /Sal. Charges à payer	<u>8 844,00</u>

1 366 445,93

5.6 COMPTES COURANTS OCCE

• AD ou UR OCCE « créditeurs »	102 732,63
--------------------------------	-------------------

5.7 AUTRES DETTES

• Remboursements de frais.	6 307,85
• Trousse à projet à reverser aux coopératives	<u>157 795,97</u>
	164 103,82

6.3 FORMATION DU RESULTAT FINANCIER

Principaux éléments constitutifs	Produits	Charges	Résultat
Résultat sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	25 601,56	- 25 601,56
Revenus des prêts	-	-	-
Dotation et reprises sur provisions sur Immo.et charges Financières	53 796,27	14 535,39	39 260,88
Autres produits financiers	153 097,61		153 097,61
Charges d'intérêts sur emprunt en cours			
Total sélection	206 893,88	40 136,95	166 756,93
Total des produits et charges financières	206 893,88	40 136,95	166 756,93
% analysé	100%	100%	100%

6.4 FORMATION DU RESULTAT EXCEPTIONNEL

Principaux éléments constitutifs	Produits	Charges	Résultat
Charges sur exercices Antérieurs	-	22 580,80	- 22 580,80
Cession d'actif	450,00		450,00
Dons et libéralités	13 420,71	-	6 670,32
Produits sur exercice antérieur	11 886,58	-	13 189,57
Total sélection	25 757,29	22 580,80	3 176,49
Total des produits et charges exceptionnels	25 757,29	22 580,80	3 176,49
% analysé	100 %	100%	100 %

7 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

7.1 ENGAGEMENTS DE CREDIT BAIL ET LOCATION LONGUE DUREE

Néant

7.2 AUTRES ENGAGEMENTS HORS BILAN

La Fédération est membre d'un Groupement d'Intérêt Public (GIP) dans le cadre de l'action Trousse à Projets depuis le 2 mai 2017.

L'objet du groupement est d'encourager et de faciliter la mise en œuvre de projets pédagogiques ou éducatifs, notamment en mettant en place des mécanismes de redistribution en faveur des élèves issus de catégories socio-professionnelles défavorisées.

Les droits statutaires des membres fondateurs du groupement sont fixés comme suit :

- Etat : 43 %
- La Fédération OCCE : 26 %
- Le Réseau Canopé : 26 %
- Le Fonds pour une école solidaire et innovante : 5 %

La contribution des membres aux dettes du groupement est déterminée à raison de leur contribution aux charges du groupement.

La dissolution du groupement entraîne sa liquidation. En cas de liquidation, la contribution des membres au passif est déterminée selon la réglementation en vigueur.

7.3 EFFECTIFS SALARIES PAR LA FEDERATION (hors MAD)

TYPE DE CONTRAT	Exercice clos	Exercice précédent
Personnels détachés par le Ministère de l'Education Nationale	59	60
Personnels privés en CDI	62	56
Personnels privés en CDD	0	2
	121	118

L'effectif fourni ci-dessus est un effectif équivalent temps plein (ETP), calculé par référence à la durée légale du travail.

7.4 INFORMATION SUR LES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

7.4.1 Mise à disposition de personnels

Dans le cadre de la convention pluriannuelle signée avec le Ministère de l'Education Nationale, la Fédération OCCE bénéficie de la mise à disposition (M.A.D.) de 3 fonctionnaires à temps plein. Sur cet exercice la Fédération devait rembourser au Ministère de l'Education Nationale les salaires et charges de ces 3 M.A.D. Un montant de 221 255,16 € a été comptabilisé sur l'exercice pour ceux-ci.

7.4.2 Bénévolat

Faute de moyen fiable pour le recenser, le bénévolat n'a pas été valorisé.

A titre indicatif, la Fédération fait appel à des bénévoles pour le Conseil d'Administration, les groupes pédagogiques, les stages et les assemblées générales.

7.5 AUTRES INFORMATIONS

7.5.1 Litiges

Un litige prud'homal oppose la Fédération à son ancienne comptable. Le jugement intervenu le 20 décembre 2024 a condamné l'OCCE au versement de 17,7 K€ au titre de la prime d'ancienneté et 13^e mois due à la salariée et 1,5 K€ au titre de l'article 700 N du code de procédure civile.

Les sommes, majorées des cotisations sociales dues sur la prime d'ancienneté et 13^e mois ont fait l'objet de provisions dans les comptes clos au 31/08/2024.

7.5.2 Rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants

Pour satisfaire à l'article 20 de la loi du 23 mai 2006, il est indiqué que le total des rémunérations (indemnités) versées au cours de l'exercice aux trois plus hauts cadres dirigeants de la Fédération s'est élevé à 96 506,21 € bruts.

7.5.3 Honoraires

Conformément à la réglementation du code de commerce le montant des honoraires au titre du contrôle légal des comptes annuels inscrit en comptabilité dans les charges de l'exercice s'élève à 16 000 € HT soit 19 200 € TTC.

7.5.4 Transactions avec les parties liées

Il n'existe pas d'opérations avec les parties liées non conclues à des conditions normales de marché.

Réalisé 2023/2024

au 31/08/2024

		Budget 2023/2024 (16 mois)	Budget 2023/2024 (12 mois)	Réalisé 2023/2024 (12 mois)	Variation Budget-réalisé 2023/2024	En %
60	ACHATS	314 263	199 263	211 034	-11 771	-5,91%
60 371	Variation de stock			1 793	-1 793	
6 061	Achats fournitures non stockables	20 000	15 000	19 450	-4 450	
60 632	Fournitures entretien général	500	500	951	-451	
60 640	Imprimés techniques non stockés	5 500	5 500	3 428	2 072	
606 402	Communication	15 000	15 000	5 456	9 544	
60 644	Fournitures administratives	8 000	8 000	6 365	1 635	
60 645	Fournitures du service expédition	263	263		263	
60 681	Animation & Education : gestion, tirage, routage	65 000	65 000	68 894	-3 894	
6 071	Achat produits de cession/Publications	180 000	80 000	94 419	-14 419	
6 072	Achat calendriers	20 000	10 000	10 276	-276	
61	SERVICES EXTERIEURS	407 272	292 770	375 595	-82 825	-28,29%
613 501	Locations immobilières	40 000	30 000	27 310	2 690	
6 135	Locations mobilières	41 827	39 000	35 315	3 685	
614	Charges locatives & co-propriété	2 520	2 520	2 352	168	
6 152	Entretien/réparations biens immobiliers	16 000	12 000	13 860	-1 860	
61 521	Entretien et réparations sur Batiment du Siège	5 000	5 000	4 376	624	
6 155	Entretien/réparations biens mobiliers	500	500	560	-60	
6 156	Contrats de maintenance	88 333	66 250	77 415	-11 165	
6 158	Externalisation Paie AD/FD	73 392	50 000	122 185	-72 185	
616	Primes d'assurance	24 000	24 000	21 973	2 027	
61 601	Prime d'assurance Auto Mission AD	41 000	41 000	43 054	-2 054	
617	Etudes et recherche	67 200	15 000	22 060	-7 060	
6 171	Trousse à Projets	1 000	1 000	1 046	-46	
6 181	Documentation technique	5 000	5 000	3 079	1 921	
61 812	Documentation Pédagogique	1 500	1 500	1 009	491	
62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	1 278 891	1 066 795	978 266	88 529	8,30%
6 214	Etat: remboursement personnels MAD	306 667	230 000	225 078	4 922	
6 211	Personne extérieure association	9 900		9 720	-9 720	
6 226	Honoraires	50 000	50 000	29 088	20 912	
623 084	Annonces et insertions	53	55	182	-127	
6 238	Pourboires, dons courants	53	55	60	-5	
62 421	Transport, expédition de biens (dont calendriers)	24 000	24 000	24 625	-625	
625 611	Particip. Vie autres associations	2 000	2 000	1 500	500	
625 612	Missions, permanence des élus	46 667	35 000	33 705	1 295	
6 256 121	Mission CAN AD		5 000		5 000	
625 613	Rencontres Inter-Régionales	16 000	18 900	7 828	11 072	
625 61 310	Assistance du service comptable aux AD	11 000	5 500	4 337	1 163	
625 61 320	Missions du service RH dans les AD	2 000	2 000		2 000	
625 614	Réunions Instances Représentatives du Personnel	6 667	5 000	1 955	3 045	
625 615	Autres missions	6 667	5 000	4 153	847	
625 620	Missions pour Animation & Education	2 100	1 575	647	928	
62 562 010	Comité Editorial A & E	3 500	2 625	171	2 454	
625 640	Réunions des C.A. & B.N.	95 000	75 000	65 551	9 449	
625 640 02	Commissions	6 667	5 000	2 005	2 995	
625 652	Assemblée Générale	150 000	150 000	142 303	7 697	
62 567 302	Missions Coordinateurs FD	18 000	15 000	11 119	3 881	
62567303+304	Missions Responsable de pôles	29 520	25 520	19 299	6 221	
625 680	Groupes de pilotage / Chantiers Labo Vie Pédagogique	96 533	72 400	47 193	25 207	
6 256 899	Groupes de pilotage / Chantiers Labo Vie Associative	17 200	12 900	2 097	10 803	
625 711	Réceptions diverses	315	315	555	-240	
62 611	Frais d'affranchissement général	7 000	5 000	5 567	-567	
626 121	Frais d'affranchissement A & E	24 000	18 000	14 490	3 510	
62 613	Autres frais postaux	1 500	1 500	1 163	337	
626 210	Téléphone Fixe Siège			1 185	-1 185	
626 211	Internet siège (Bureaux Virtuels, accès, maintenance)	28 000	21 000	25 313	-4 313	
62 621 101	Hébergement site OCCE	57 400	43 050	57 175	-14 125	
626 213	Frais téléphones portables	13 333	10 000	10 958	-958	
6 270	Services bancaires	7 000	5 250	3 678	1 572	
62 811	Cotisations Versées aux autres Associations	12 000	12 000	7 596	4 404	
62 831	Actions de formation	140 000	120 000	130 600	-10 600	
62 831 999	Formation professionnelle externe	30 000	30 000	34 170	-4 170	
62 834	Journées d'Etudes Fédérales	55 000	55 000	53 199	1 801	
628 417	Conseil scientifique	3 150	3 150		3 150	
628 418	Action Nationale REMI					
628 419	Conservatoire					
Sous-total page 1		2 000 426	1 558 828	1 564 895	-6 067	-0,39%

		Hors Vente				
		Budget 2023/2024 (16 mois)	Budget 2023/2024 (12 mois)	Réalisé 2023/2024 (12 mois)	Variation Budget-réalisé 2023/2024	En %
63	IMPÔTS, TAXES, VERSEMENTS ASSIMILÉS	866 199	643 331	626 049	17 282	2,69%
63 111	Taxes sur les salaires du Siège	121 782	87 735	92 323	-4 588	
63 112	Taxes sur salaires détachés	365 290	275 296	277 027	-1 731	
63 113	Taxes sur salaires personnel AD	2 991	2 178	1 611	567	
63 116	Taxes sur salaires indemnités MAD	1 680	1 260	1 041	219	
63 115	Taxes sur salaires animateurs des AD	210 907	152 186	127 373	24 813	
63 331 001	Taxe Formation prof. Siege (uniformalion)	24 356	17 547	20 417	-2 870	
63 332 001	Taxe Formation prof. Détachés (uniformalion)	78 327	59 030	30 515	28 515	
63 333 001	Taxe Formation prof. 1/2 poste AD (uniformalion)	641	467	484	-17	
63 335 001	Taxe Formation Prof.indemnité MAD					
63 336 001	Taxe Formation Prof.animateurs des AD	45 224	32 632	32 421	212	
6 351	Impôts directs	11 000	11 000	15 897	-4 897	
6 354	Droit d'enregistrement & timbre					
6 370	Impôts sur les revenus financiers	4 000	4 000	26 940	-22 940	
6 371	Taxe Emploi Handicapé Siege					
6 372	Taxe Emploi Handicapé Détachés					
6 373	Taxe Emploi Handicapé Ad					
6 375	Taxe Emploi Handicapé indemnité MAD					
6 376	Taxe Emploi Handicapé animateurs des AD					
64		11 699 130	8 605 043	8 606 162	-1 119	-0,01%
6 411	Salaires personnel du siège	1 107 111	797 595	845 948	-48 353	
6 412	Salaires des détachés	3 560 334	2 683 193	2 666 796	16 397	
6 413	Salaires personnel des A.D.	29 149	21 226	19 966	1 260	
6 416	indemnité MAD	33 600	25 200	25 200		
6 415	Salaires des animateurs des AD	2 055 626	1 483 291	1 408 500	74 791	
	Sous-total salaires bruts	6 785 820	5 010 505	4 966 409	44 096	
6 451	Charges sociales personnel du Siège	554 246	387 960	450 621	-62 661	
6 452	Charges sociales détachés	3 197 027	2 385 627	2 356 214	29 413	
6 453	Charges sociales personnel des AD	17 473	12 294	7 696	4 598	
6 455	Charges sociales indemnité MAD	9 203	6 902	7 923	-1 021	
6 456	Charges sociales animateurs des AD	822 096	567 696	520 003	47 693	
6 472	Actions sociales personnel du Siège	48 284	36 210	33 702	2 508	
64 701	CET Siège			17 236	-17 236	
6 471	Actions sociales détachés	111 776	84 102	93 690	-9 588	
64 711	CET Détachés			9 050	-9 050	
6 472	Actions sociales personnel AD	612	540	699	-159	
6 473	Actions sociales animateurs des AD	71 567	53 384	62 139	-8 755	
64 731	CET Animateurs			20 703	-20 703	
6 476	Actions sociales MAD					
647 501	Comité entreprise Siège	13 285	9 571	10 046	-475	
647 502	Comité entreprise Détachés	42 724	32 198	32 679	-481	
647 503	Comité entreprise Ad	350	255	263	-8	
647 506	Comité entreprise indemnité MAD			302	-302	
647 505	Comité entreprise animateurs des AD	24 668	17 799	16 786	1 013	
648	Autres Charges du personnel					
	Sous-total taxes et charges sur les salaires	5 764 510	4 222 869	4 222 965	-96	0,00%
65	AUTRES CHARGES GESTION COURANTE	717 000	514 690	517 781	-3 091	-0,60%
65 711 009	Aides AD Remboursement HEXOPEE	12 000	6 000	9 336	-3 336	
65 712 009	Aide aux A.D.	15 000	15 000	19 697	-4 697	
65 713 009	Aide aux AD sur emploi	550 000	301 690	298 008	3 682	
65 714 009	Aide aux AD sur emploi Personnels Privés					
65 715 009	Participat.Fédération aux frais des postes partagés	10 000	10 000	9 351	649	
65 717 009	Aide aux AD Logiciel EBP	30 000	32 000	28 981	3 019	
65 718 009	Participat.Fédération aux frais Comm. aux Comptes	100 000	150 000	150 708	-708	
6 571 801	Aide logiciel Zoom AD					
6 582	Autres charges de gestion courante			1 701	-1 701	
66	CHARGES FINANCIERES			25 602	-25 602	
661	Charges d'intérêts					
667	Charges nettes sur cessions VMP			25 602	-25 602	
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES			22 581	-22 581	
671 / 672	Charges excep. Sur opérations de gestion			22 581	-22 581	
6 713	Dons Verses					
675	Valeur nette éléments d'actif cédés					
68	DOTATIONS AUX AMORTISS. & PROVISIONS	145 000	120 000	234 567	-114 567	-95,47%
6 811	Dotation amort charges d'exploitation	45 000	45 000	39 634	5 366	
6 815	Dotation provision pour charges (Retraite)	100 000	75 000	136 321	-61 321	
68 173	Dotation provision dépréciation des stocks					
68 174	Dotation provision créances douteuses			10 156	-10 156	
6 860	Dotation provision charges financières			14 535	-14 535	
6 874	Dotation sur Projet					
6 894	Engagement Fonds dédiés à réaliser			33 920	-33 920	
	Réserve Indisponible					
	Sous-total page 2	13 427 329	9 883 064	10 032 741	-149 677	
	Report page 1	2 000 426	1 558 828	1 564 895	-6 067	
	TOTAL DES CHARGES	15 427 755	11 441 892	11 597 637	-155 745	-1,36%

		Hors Vente				
		Budget 2023/2024 (16 mois)	Budget 2023/2024 (12 mois)	Réalisé 2023/2024 (12 mois)	Variation Budget-réalisé 2023/2024	En %
70	CESSIONS, PRESTATIONS SERVICE	373 000	227 000	226 369	631	0,28%
70 711	Produits pour cessions, publications	210 000	110 000	114 011	-4 011	
70 712	Vente des calendriers TTC	36 000	20 000	17 616	2 384	
7 081	Abonnements A & E des coopératives HT	120 000	90 000	76 058	13 942	
70811-2-3	A & E autres abonnements et vente au N°	2 000	2 000	1 397	603	
7 081 132	Publicité a&e	5 000	5 000	4 000	1 000	
7 084	Prestations de formations OCCE			1 050	-1 050	
7 085	Remboursement frais de port			12 237	-12 237	
74	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	5 590 667	4 170 500	4 218 555	-48 055	-1,15%
74 012	Subvention du MEN	5 560 667	4 170 500	4 170 500		
740 171	Subventions autres	30 000		48 055	-48 055	
75	AUTRES PRODUITS GESTION COURANTE	6 030 490	6 014 740	5 967 511	47 229	0,79%
7 561	Cotisations perçues	5 902 740	5 902 740	5 872 376	30 364	
7 562	Cotisations membres associés					
7 563	Contributions volontaires des AD/UR					
7 582	Remboursement AD sur Indemnité de détaché	18 750	15 000	17 861	-2 861	
7 586	Autres Produits	69 000	57 000	44 000	13 000	
7 587	Uniformation participation stages	30 000	30 000	33 275	-3 275	
7 588	Mécénat	10 000	10 000		10 000	
76	PRODUITS FINANCIERS	38 666	29 000	153 098	-124 098	-427,92%
7 621	Intérêts parts sociales	5 333	4 000	11 155	-7 155	
768	Autres produits financiers	33 333	25 000	141 942	-116 942	
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	150 000	150 000	25 757	124 243	82,83%
771 / 772	Produits exceptionnels sur gestion	150 000	150 000	25 307	124 693	
775	Cession élément actif			450	-450	
78	REPRISES SUR AMORT. & PROVISIONS	182 621	163 000	200 341	-37 341	-22,91%
7 815	Reprise sur provision d'exploitation	133 000	133 000	95 477	37 523	
7 817	Reprises provision actif circulant					
78 173	Reprises provision sur stock					
78 174	Reprise Prov.sur créances douteuses			16 155	-16 155	
7 860	Reprise provision financière			53 796	-53 796	
787	Repris.prov.exceptionnelle					
7 894	Reprise sur fonds dédiés	49 621	30 000	34 913	-4 913	
791	Transfert de charges exploitation					
	Utilisation des fonds propres					
	TOTAL DES PRODUITS	12 365 444	10 754 240	10 791 632	-37 392	-0,35%
Résultat Comptable Prévisionnel		- 3 062 311 €	- 687 652 €	- 806 005 €	118 353 €	
		Budget 16 mois 01/09/2023-31/12/2024	Budget 12 mois	Réalisé 23/24 Au 31/08/2024	Variation	

Rapport des trésoriers

Rapport financier sur les opérations de l'exercice clos le 31 août 2024

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire annuelle pour vous rendre compte de l'activité de notre association au cours de l'exercice clos le 31 août 2024 et pour soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice.

Nous sommes à votre disposition pour vous fournir toutes les précisions et tous les renseignements complémentaires qui pourraient vous paraître opportuns.

1. Présentation des comptes annuels

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 août 2024 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et d'évaluation mentionnées en annexe.

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues sont identiques à celles de l'exercice précédent.

Les résultats de l'association sont commentés ci-après :

Le résultat net est de **- 806 004,57 €** contre **- 516 291,91 €** en 2022/2023. Il se décompose en un résultat d'exploitation de **- 975 938 €**, un résultat financier de 166 757 € et un résultat exceptionnel de 3 176 €.

2. Situation et activité du dernier exercice clos

L'exercice de 12 mois clos le 31 août 2024 s'explique par le détail ci-dessous :

• Compte de charges (60)

60 61 ; Fournitures non stockables, eau électricité gaz, augmentation sur ces dépenses (19 450 € au lieu de 16 987 € en 22/23) s'expliquant par une forte augmentation du prix du gaz, et une augmentation des prix de l'électricité.

60 632 ; Fournitures d'entretien général : 951 € correspond aux produits courants d'entretien.

60 640 ; Imprimés techniques non stockés : Ce sont les plannings et les plaquettes de présentation OCCE et autres imprimés offerts aux AD : 3 428 €.

60 6402 ; Communication : Kit Consom Acteur, affiches, campagne de mailing, brochure PFF : 5 456 €.

60 644 ; *Fournitures administratives*, stable : 6 365 € contre 6 481 € en 2022/2023.

60 681 ; *Animation & Education* : 68 894 € : gestion fichiers (24 920 €), impression (28 759 €), routage (5 899 €), hébergement site A&E (5 100 €) et divers frais (4 216 €), en légère hausse par rapport à 2022/2023 (64 759 €), le tirage est en baisse, ce qui entraîne un coût unitaire plus élevé.

60 71 ; *Achat et produits de cession* : Impressions produits de la boutique en ligne (94 419 €), cette ligne est compensée par la ligne 70 711 (114 011 € contre 87 296 € en 2022/2023).

60 72 ; *Achat calendriers* : 20 000 calendriers imprimés : 10 276 € contre 10 174 € en 2022/2023. Légère hausse dû à l'inflation. Ligne compensée par la ligne 70712 Vente de calendriers (17616 contre 17 447 € en 2022/2023).

• Services extérieurs (61)

61 3 ; *Locations immobilières* : Loyer des locations pour 2 appartements, le 1er dans le 16^e ardt (1195€ par mois) et le 2^e sur Boulogne Billancourt (1 335€ par mois) + loyer stockage des archives chez Sudel (1 000 €) : 27 310,33 € contre 18 840 € en 2022/2023. Augmentation due à la location d'un appartement supplémentaire mais compenser par une diminution des remboursements d'hôtels sur la ligne 625612.

61 35 ; *Locations mobilières* : photocopieurs, location SAGE, Kelio, EBP pour l'AG et pour la formation, Adobe, fontaines à eau, Dropbox, Bi Reporting et licences Zoom FD : 35 315 € contre 22 955 € en 2022/2023. Augmentation par le passage de Kelio en location.

61 4 ; *Charges locatives et copropriété* : 2 352 € contre 2 162 € en 2022/2023.

61 52 ; *Entretien et réparation sur bâtiment du siège* : Prestation de ménage pour le siège Fédéral pour 13 860 € contre 13 481 € en légère augmentation sur la rémunération du Smic horaire.

61521 ; *Entretien et réparation Siège Fédéral* : 4 376 € cela correspond à des réparations de plomberie, électricité, élagage et divers.

61 55 ; *Entretien et réparation bien mobiliers* : Contrôle du siège pour 560 € contre 971€ en 2022/2023.

61 56 ; *Contrats de maintenance* : Concerne la maintenance de : Alfresco, Usine à sites, EBP, Sage, Bodet, Copieurs : 77 415 € contre 59 420 € en 22/23. En augmentation, notamment Mailman (+20 % par l'intégration de la TVA au tarif exercé)

61 58 ; *Externalisation de la paie* : Prestataire paie : 122 185 € contre 39 031 €, en augmentation du fait du changement de prestataire (20 160 €), du paramétrage des bases FD et AD (36 840 €) et de l'augmentation du coût mensuel (6 100 € contre 3 700 € auparavant)

61 6 et 61601 ; *Primes assurance et auto-mission* : ces lignes intègrent le coût de l'assurance auto-mission dont le contrat a été modifié et regroupé au niveau national pour améliorer les prises en charge. Cette ligne est atténuée par les produits de la ligne 7 586 pour 43 054 €. Augmentation des coûts : 65 027 € contre 60 875 € en 2022/2023 du fait de l'augmentation de tarif de la Maif.

61 7 ; *Etudes et recherche* : 22 060 € Correspond aux mises à jour et développement du CRAAD en ligne (4 900 €), au démarrage de Jaïkan (9 360 €) et au frais du géomètre pour la mise en vente du siège (3 360 €).

61 71 ; *Trousse à projets* : 1 046 €, correspond aux frais bancaires pris en charge par la Fédération pour les AD ayant un compte au crédit coopératif pour la trousse à projets et aux frais divers du crédit coopératif dans la gestion des projets AD par la Fédération.

618 10+12 ; *Documentation technique et pédagogique* : 4 088 € contre 3 249 € en 2022/2023.

• Autres services extérieurs (62)

6211 ; *Personnel extérieur à l'association* : 9 720 € pour la mission de prestations RH contre 86 130 € en 2022/2023.

62 14 ; *Provision sur les salaires des MAD 2022/2023* : 225 077,85 € pour 3 MAD temps plein.

62 26 ; *Honoraires* : 29 088 € comprend : honoraires du CAC : 19 200 €, Honoraires avocat : 10 128 €.

62 421 ; *Transport (dont calendriers)* : Correspond aux ventes 23/24 d'agendas, calendriers et autres produits de cessions de la boutique en ligne de la Fédération : 24 625 € contre 22 792 € en 2022/2023 compensé en produit par la facturation de 50 % du colisage 2024 (12 237 €)

625 611 ; *Participation vie associative autres associations* : 1 500 €

62 5612 ; *Mission permanence Elus* : Baisse des dépenses des missions élus : 33 705 € contre 42 177 € en 2022/2023.

625 613 ; *Rencontre Inter Régionales* : 7 828 € contre 4 962 € (Frais de déplacements et réceptions)

62 561 310 ; *Assistance du service comptable aux AD*, en baisse grâce aux interventions à distance : 4 337 € contre 8 270 €. Le service comptable se déplace dans les AD qui n'ont pas d'élus ou de personnel formé pour finaliser les écritures préparatoires à la clôture des comptes. Chaque année des formations sont proposées sur l'utilisation du logiciel EBP ou sur la comptabilité générale. Actuellement, 31 AD bénéficient de cette aide.

62 561 4 ; *Réunions instances représentatives du personnel*, 1 955 € contre 5 115 € en 22/23. En baisse grâce aux réunions par visio.

62 5615 ; *Autres Missions* : 4 153 €

62 562 et 6256201 ; *Missions A&E* : 647 € et comité éditorial A&E : 171 €

62 564 0 ; *Réunions CAN & BN*, Réunion du BN et du Can sur 2023/2024 : 65 074 € contre 70 999 € en 2022/2023.

62 565 ; *Assemblée financière* : 37 933 € contre 82 541 € et AG de mai 104 370 € contre 57 357 € soit un total de : 142 303 €. En baisse par rapport au budget grâce aux efforts de tous.

62567302 ; *Missions des coordinateurs fédéraux* 11 119 € contre 13 482 € 22/23. Correspond aux déplacements, repas et hébergements des coordinateurs du siège (Fanny Blondeel, Laurent Lanneau, Fabrice MICHEL, Mylène RAJEVIC) mais aussi des frais de Colas Juteau sur leurs missions respectives.

62567303 ; *Missions responsable du pôle Pédagogique* : 12 344 € correspond aux missions de Catherine Hueber MAD.

62567304 ; *Missions responsable du pôle Vie Associative* : 6 955 € correspond aux missions de Karin Pigeaud sur 2023/2024.

62 268 0 ; *Chantiers* 47 193 € pour les chantiers de la vie pédagogique et 2 097 € pour les chantiers de la vie associative

62 621 0 ; *Téléphone*, 1 185 € baisse grâce à la suppression en cours d'année des postes fixes du siège fédéral.

62 621 1 ; *Internet*, cette ligne comporte les abonnements internet, des bureaux virtuels, et des serveurs. 25 313 €

62 621 101 ; *Hébergement site OCCE* : Correspond aux coûts d'hébergements et d'utilisations du site Fédéral, de l'extranet, de Retkoop, d'Alfresco et du Craad.

62 621 3 ; *Frais téléphones portables* : 10 958 € téléphones des salariés du siège Fédéral. (Economie sur la suppression du téléphone fixe)

62 831 & 62 834 ; *Actions de formation et Journées d'études fédérales*, les actions menées l'ont été dans le cadre du budget alloué : 130 600 € en 23/24 pour la formation et 53 199 € pour les JEF.

• Impôts et taxes (63)

63 111 à 63 116 ; *Taxes sur les salaires* : 616 001 € contre 547 657 € en 2022/2023

6351 ; *Impôts directs* : 15 897 € cela correspond aux taxes foncières, habitations et taxe de balayage.

637 ; *Impôts sur les revenus financiers* : 26 940 € cela correspond aux impôts (10 %, 15 % et 24 %) sur les plus-values de l'année 2023/2024. En hausse car plus de produits financiers perçus grâce aux taux favorables actuellement.

- Charges du personnel (64)

64 11 à 64 16 ; *Salaires des personnels* : 4 966 409 € contre 4 701 475 € en 22/23. 2023/2024 : Embauche Directeur général + responsable informatique

64 51 à 64 56 ; *Charges sociales personnel* : 3 639 753 € contre 3 348 475 € en 2022/2023. 2023/2024 : Charges sur augmentation de la masse salariale

- Aides aux Associations départementales

65 711xx a 65718 xx ; *Aide aux AD*, 517 781 € contre 521 624 € pour 2022/2023 : Soutien de la Fédération aux Associations départementales sur les aides : Aides d'urgence, Aides secrétariat, aides EBP, Aides Hexopée, Aides CAC, et Aides emplois partagés.

- Dotations aux amortissements et provisions

68 11 ; *Dotation aux amortissements* : 39 634 contre 43 320 € en 2022/2023

68 15 ; *Dotation à la provision retraite* : 108 321 € contre 97 752 € en 2022/2023 et 28 000 € de provision pour risque

68 60 ; *Dotation pour charges financières* : 14 536 contre 16 915 € en 2022/2023

6894 ; *Dotation pour fond dédié Chantiers 2024* : 33 920 € reliquat du budget des chantiers.

- Compte de produits (70 & 74)

Cessions prestations services

70 711 ; *Produits pour cession, publications* : 131 626 € contre 104 743 € en 2022/2023 représentant les ventes d'Agendas, et produits de cessions de la boutique en ligne de la Fédération.

70 81 ; *Abonnements A&E*, baisse des abonnements en 2023/2024 : 81 455 € contre 88 218 € en 2022/2023, baisse du nombre d'abonnement en 2024.

- Subventions d'exploitation (74)

74 012 ; *Subvention du MEN* : 4 170 500 € : Versement à 100 % de la subvention prévue.

740 171 ; *Subventions autres* : 48 055 € : Correspond à 8/12ème de la subvention Ambition Mulhouse.

- Autres produits de gestion courante (75)

75 61 ; *Cotisations perçues* : 5 872 376 € pour 4 837 656 Adhérents (la Nouvelle Calédonie a un forfait historique de 2095 € pour ses 25 950 adhérents). Baisse de 50 491 adhérents par rapport à 2022/2023.

75 86 ; *Autre produits*, 44 000 € Cette ligne regroupe entre autres : le remboursement par les AD de leur part auto-mission, et des remboursements divers.

- Produits financiers (76)

76 8 ; *Produits financiers* : En Augmentation de 153 098 € contre 36 515 € en 2022/2023 par l'optimisation au maximum des placements de trésorerie et grâce à l'augmentation des taux d'intérêts.

- Produits exceptionnels (77)

77 1 ; *Produits exceptionnels sur gestion* ; 25 757 €. (13 421 € de dons, 11 887 € de produits sur exercice antérieur et 450 € de cession d'actif.

78 15 ; Reprise provision : 95 477 € de reprise de provision retraite sur les départs du personnel

78 66 ; Reprise sur provision pour dépréciation financière : 53 796 € dont 46 778 € dû à l'annulation des provisions pour dépréciation des placements. (Placement redevenu positif)

7894 ; Reprise sur fonds dédiés : 34 913 € de reprise de fond dédié effectué sur l'exercice 2020/2021.

3. Evolution prévisible et perspectives d'avenir

Compte tenu du ralentissement de l'inflation, nous avons pu maintenir un certain nombre de lignes de charges d'exploitation sous le budget prévisionnel.

Nous valorisons ici une hausse remarquable des produits financiers, soutenue par des placements optimisés et des taux favorables.

L'aspect structurel du déficit est maintenu. L'année 2023-2024 devait être la pire en terme de déficit (efforts de recrutement ET absorption de l'impact de l'inflation). Les efforts consentis par tous, notamment sur la cotisation fédérale, permettront de redresser lentement la trajectoire vers l'équilibre.

Pour autant, il conviendra de choisir notre voie d'évolution pour garantir un avenir serein à notre fédération.

En parallèle, nous poursuivons nos recherches de diversification de nos produits (placements, subventions, mécénat).

4. Affectation du résultat

Nous vous proposons d'affecter le résultat de l'exercice clos le 31 août 2024 comme suit :

Affectation du résultat, soit – 806 004,57 € pour l'exercice clos le 31 août 2024, au fonds associatif dans son intégralité,

Nous espérons que ce qui précède recevra votre agrément et que vous voudrez bien voter les résolutions qui vous sont soumises.

Pour le conseil d'administration national,

Le Président

Le Trésorier

Bilan combiné

ACTIF	31.08.2023			31.08.2022	PASSIF	31.08.2023	31.08.2022
	Brut	Amort. & Dépréciat°	Net				
ACTIF IMMOBILISE					FONDS PROPRES		
Immobilisations incorporelles	175 011	117 799	57 212	24 569	Fonds propres (avant affectation)	23 212 811	23 159 831
Terrains	240 994		240 994	240 994	Report à nouveau	172 197 496	181 481 264
Constructions	4 021 792	2 852 327	1 169 464	1 211 954	Résultat de l'association	-4 453 096	-12 294 405
Installations et matériels d'activités	343 225	319 251	23 975	33 542	Subventions d'investissement	1 220	77 184
Autres immobilisations corporelles	2 347 170	2 096 650	250 520	311 398	Total	190 958 431	192 423 874
Immobilisations en cours	61 437	8 515	52 922		FONDS DEDIES ET PROVISIONS		
Avances aux coopératives et foyers	11 400	11 400			Fonds dédiés	825 849	837 497
Autres immobilisations financières	494 611	129 765	364 846	452 642	Provisions pour risques	109 587	135 685
Total	7 695 639	5 535 707	2 159 932	2 275 099	Provisions pour charges	2 237 266	2 141 464
					Total	3 172 702	3 114 646
ACTIF CIRCULANT					DETTES		
Stocks	181 083	2 283	178 800	164 822	Emprunts OCCE		
Coopératives et usagers divers	355 499	7 124	348 375	231 342	Emprunts et dettes assimilées	167 252	142 067
Comptes courants OCCE					Fournisseurs	560 040	574 621
Autres créances (dont erreurs débitrices)	4 195 428	290 897	3 904 531	1 986 922	Dettes fiscales et sociales	1 921 770	1 787 991
Trésorerie	191 958 246	50 982	191 907 265	194 303 293	Comptes courants OCCE		
Charges constatées d'avance	241 821		241 821	386 525	Autres dettes (dont erreurs créditrices)	1 734 662	1 022 425
Total	196 932 077	351 285	196 580 792	197 072 904	Produits constatés d'avance	225 867	282 379
					Total	4 609 591	3 809 483
TOTAL	204 627 716	5 886 992	198 740 724	199 348 003	TOTAL	198 740 724	199 348 003

Fédération Nationale et Associations Départementales

Compte de résultats combiné

	2022/2023	2021/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations perçues	95 745 406	84 371 025
Ventes de produits	99 450 937	92 632 975
Prestations de service et animations	51 034 686	44 575 793
Subventions d'exploitation	58 717 750	51 150 882
Dons et Mécénat	128 258	56 116
Contributions financières	30 694 589	21 871 252
Autres produits	477 540	441 448
Reprises sur dépréciations et provisions	385 911	173 669
Utilisations des fonds dédiés	666 346	1 200 466
Total	337 301 423	296 473 625
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de fournitures à céder	58 957 316	61 427 789
Variation des stocks de fournitures à céder	34 355	7 252
Autres achats et charges externes	253 298 325	219 702 644
Aides financières	3 363 253	2 835 069
Impôts et taxes	899 472	757 025
Salaires	7 062 117	6 697 207
Charges sociales	4 110 950	4 027 727
Autres charges	5 843 732	5 913 836
Dotations aux amortissements (siège) et gros équipement (CRFs)	6 362 911	7 004 982
Dotations aux dépréciations et provisions	225 090	407 111
Reports en fonds dédiés	776 758	608 738
Total	340 934 277	309 389 380
RESULTAT D'EXPLOITATION (I)	-3 632 854	-12 915 755
PRODUITS FINANCIERS		
Produits des placements	1 708 955	732 100
Reprises sur dépréciations et provisions	57 164	199 981
Total	1 766 119	932 081
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	1 556	48 764
Dotations aux dépréciations et provisions	48 180	85 682
Total	49 736	134 446
RESULTAT FINANCIER (II)	1 716 383	797 635
RESULTAT COURANT (I + II)	-1 916 472	-12 118 120
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	14 662 303	14 243 444
Sur opérations en capital	6 214	71
Reprises sur dépréciations et provisions	119 648	71 913
Total	14 788 165	14 315 428
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	17 018 080	14 417 259
Sur opération en capital	306	0
Dotations aux dépréciations et provisions	306 404	74 454
Total	17 324 790	14 491 713
RESULTAT EXCEPTIONNEL (III)	-2 536 624	-176 285
RESULTAT DE L'EXERCICE (I + II + III)	-4 453 096	-12 294 405

Annexe combinaison des comptes

au bilan et au compte de résultat des **comptes combinés** de l'exercice clos le **31 août 2023**, qui dégage un déficit de 4 453 096 € contre un déficit de 12 294 405 € au 31 août 2022. L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 1^{er} septembre au 31 août.

1) PREAMBULE

Conformément à l'**article 19 des statuts et au Règlement Intérieur de la Fédération**, il a été procédé à la combinaison des comptes annuels de la Fédération Nationale avec ceux des Associations Départementales OCCE.

2) PERIMETRE DE COMBINAISON, PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

2 – a) Périmètre de combinaison

Cette combinaison a été réalisée avec 101 Associations Départementales (contre 101 pour l'exercice précédent) sur 102 associations affiliées¹, dont 101 avec la sommation totale ou partielle des comptes de leurs coopératives scolaires et foyers coopératifs (contre 101 pour l'exercice précédent).

Les comptes des Unions Régionales affiliées ont été exclus du périmètre de combinaison, la plupart présentant leurs comptes sur l'année civile. Cependant, l'impact de leur non prise en compte sur les états financiers combinés n'est pas significatif.

¹ Les comptes de l'AD de Nouvelle Calédonie n'ont pas pu être inclus, étant établis sur l'année civile.

2 – b) Principes et méthodes comptables

Les comptes annuels des associations affiliées ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 99-01 du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Les comptes annuels combinés ont été établis conformément aux dispositions du règlement CRC 99-02, section 6.

A l'exception des dérogations décrites ci-après (cf. 2-c), les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Sauf exception, les créances et dettes ont des échéances à moins d'un an. Les créances présentant des risques de non-recouvrement font l'objet d'une dépréciation.

Conformément à la mesure de simplification en faveur des PME (avis 2005-D du 1^{er} juin 2005, du comité d'urgence du CNC), l'amortissement des biens non décomposables est pratiqué sur la durée d'usage, sans rechercher la durée d'utilisation. Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire.

2 – c) Dérogations aux principes et méthodes comptables

Méthodes comptables appliquées par les Associations Départementales :

Les comptes annuels des Associations Départementales sont l'agrégation :

- des comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) du Siège Départemental,
- des comptes annuels simplifiés (bilan et compte de résultat) des coopératives et foyers coopératifs affiliés du département (les statuts de l'association départementale stipulent que chaque coopérative ou foyer coopératif affilié est tenu d'établir, suivant les méthodes comptables décrites ci-dessous, tous les ans, un compte rendu financier (CRF) et un compte rendu d'activités (CRA)).

Le Siège Départemental tient une comptabilité d'engagement : à la fin de l'exercice, les éventuelles charges à payer et produits à recevoir, charges et produits constatés d'avance sont pris en compte pour l'établissement des comptes.

Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan et font l'objet d'un amortissement.

Les stocks éventuels de fin d'exercice sont valorisés à l'actif du bilan.

Les opérations réciproques entre le Siège Départemental et les Coopératives et Foyers coopératifs ne sont pas annulées, de même que celles entre coopératives et entre Associations Départementales. Les opérations visées (peu significatives à l'échelle de l'ensemble des comptes combinés) concernent principalement :

- les cotisations collectées par les Coopératives et Foyers et versées au Siège Départemental,
- les produits pour cession achetés par les Coopératives et Foyers au Siège Départemental,
- les prestations de services fournies par le Siège aux Coopératives et Foyers,
- les subventions destinées aux Coopératives ou Foyers et transitant par le Siège Départemental,
- les éventuelles avances de fonds accordées aux coopératives (prêts aux coops) ou reçues des coopératives (emprunts aux coops) dans le cadre des mutualisation des comptes mises en place

Méthodes comptables appliquées par les Coopératives et Foyers :

Les Coopératives et les Foyers coopératifs tiennent une comptabilité de trésorerie.

Les immobilisations sont comptabilisées directement en charge. Elles ne font donc pas l'objet d'un amortissement.

Les stocks éventuels de fin d'exercice ne sont pas valorisés.

Les charges à payer et les produits à recevoir ne sont pas comptabilisés, sauf exceptions.

Le bénévolat des mandataires n'a pas été valorisé, faute de moyens fiables pour le recenser.

3) RETRAITEMENT DE LA COMBINAISON

L'entité combinante est la Fédération nationale de l'OCCE.

La méthode de combinaison est l'intégration globale pour l'ensemble des associations combinées.

Aucun retraitement comptable sur les comptes des associations intégrées n'a été réalisé pour l'établissement des comptes combinés ; chacune des associations intégrées appliquant le plan comptable de la Fédération et utilisant les règles comptables préconisées.

Les dettes et créances existant à la clôture entre les associations intégrées et la Fédération nationale ont été éliminées. Il en est ainsi des comptes courants pour un montant total de 209 311 €.

Les principaux flux de facturations internes ont été éliminés. Il en est ainsi des cotisations versées pour 5 647 344 € à la Fédération nationale par les Associations Départementales.

Les autres éliminations, soit 660 043 €, correspondent notamment au retraitement :

- des remboursements de frais effectués par la Fédération au bénéfice des AD ;
- des aides sur salaires et charges accordées par la Fédération aux AD ;
- des aides sur les honoraires de commissariat aux comptes accordées par la Fédération aux AD ;
- des ventes de produits pour cession de la Fédération aux AD ;
- des aides exceptionnelles accordées par la Fédération au bénéfice d'AD.

4) AUTRES INFORMATIONS

4 – a) CARACTERISTIQUES DES COMPTES DU SIEGE DES ASSOCIATIONS INTEGREES (Avant retraitement)

	Produits d'exploitation	Résultat courant	Résultat net	Fonds propres	Ratio Fonds propres/Produits Exploitation
Fédération	10 324 446	-518 490	-516 291	5 967 830	0,58
Ain	226 214	-4 374	-4 374	115 863	0,51
Aisne	133 396	6 172	6 275	160 019	1,20
Corse du Sud	54 224	-11 453	-11 699	85 335	1,57
Haute Corse	47 091	7 139	7 703	79 849	1,70
Allier	75 584	9 959	9 959	70 259	0,93
Alpes de Haute Provence	64 401	217	149	42 119	0,65
Hautes Alpes	68 102	14 937	14 952	78 265	1,15
Alpes Maritimes	322 814	-40 982	-33 274	843 457	2,61
Ardèche	65 527	3 098	2 839	50 125	0,76
Ardennes	78 651	3 288	3 318	35 483	0,45
Ariège	92 278	1 201	1 201	125 746	1,36
Aube	146 556	67	690	152 078	1,04
Aude	66 473	-1 852	-2 539	71 645	1,08
Aveyron	51 144	-391	-319	83 115	1,63
Bouches du Rhône	576 442	-8 874	-8 209	928 703	1,61
Calvados	223 914	31 634	30 958	289 100	1,29
Cantal	19 833	1 432	454	20 619	1,04
Charente	73 796	6 080	6 080	155 576	2,11
Charente Maritime	151 000	10 099	9 849	157 798	1,05
Cher	74 828	1 708	2 498	57 747	0,77
Corrèze	57 446	9 402	13 908	3 498	0,06

Côte d'Or	104 912	8 447	9 292	270 307	2,58
Côtes d'Armor	53 638	9 859	9 859	60 648	1,13
Creuse	33 682	-891	-2 679	41 691	1,24
Dordogne	108 397	3 254	3 270	112 103	1,03
Doubs	110 782	13 956	13 956	84 083	0,76
Drôme	63 727	4 445	4 438	20 252	0,32
Eure	276 332	417	147	105 919	0,38
Eure et Loir	103 735	9 007	17 364	131 735	1,27
Finistère	59 649	5 241	5 424	113 487	1,90
Gard	112 155	1 532	1 604	127 190	1,13
Haute Garonne	938 646	-3 980	-3 964	521 778	0,56
Gers	84 308	-352	-358	42 153	0,50
Gironde	500 127	19 689	19 689	325 269	0,65
Hérault	206 111	10 957	11 306	330 199	1,60
Ille et Vilaine	254 576	-4 765	-2 923	251 564	0,99
Indre	55 518	6 651	7 727	50 871	0,92
Indre et Loire	163 016	9 333	9 264	111 164	0,68
Isère	357 239	3 936	4 331	208 197	0,58
Jura	76 449	7 276	7 730	19 015	0,25
Landes	128 096	16 480	15 980	119 805	0,94
Loir et Cher	87 311	17 421	24 189	117 777	1,35
Loire	215 316	37 371	39 419	101 162	0,47
Haute-Loire	23 735	1 951	-764	34 355	1,45
Loire Atlantique	133 004	15 556	15 513	133 720	1,01
Loiret	168 457	-2 580	2 617	105 150	0,62
Lot	53 826	715	715	41 881	0,78
Lot-et-Garonne	106 748	-4 983	-4 983	80 672	0,76
Lozère	19 141	1 077	1 077	34 557	1,81
Maine et Loire	78 382	8 859	8 693	53 275	0,68
Manche	96 965	17 693	17 693	98 826	1,02
Marne	166 822	7 480	7 495	109 330	0,66
Haute Marne	84 383	4 541	4 544	77 734	0,92
Mayenne	56 750	6 369	6 339	77 350	1,36
Meurthe et Moselle	183 955	-8 335	-10 379	270 794	1,47
Meuse	68 336	25 513	25 513	36 699	0,54
Morbihan	89 241	17 137	17 514	127 424	1,43
Moselle	153 909	3 248	3 082	32 539	0,21
Nièvre	77 889	9 232	8 974	126 118	1,62
Nord	447 173	94 077	105 740	537 395	1,20
Oise	198 614	-2 061	-2 061	567 076	2,86
Orne	66 551	5 125	5 146	26 474	0,40
Pas-de-Calais	399 225	26 898	28 195	385 228	0,96
Puy de Dôme	125 548	517	307	168 042	1,34
Pyrénées Atlantiques	76 091	2 969	9 830	50 228	0,66
Hautes-Pyrénées	69 082	2 332	2 428	32 988	0,48
Pyrénées Orientales	104 658	11 145	11 051	243 942	2,33
Bas-Rhin	260 270	-10 921	-10 686	247 975	0,95
Haut-Rhin	209 141	-19 996	-3 083	282 452	1,35
Rhône	418 501	82 730	81 466	225 133	0,54
Haute-Saône	54 490	8 041	8 280	62 119	1,14
Saône et Loire	131 189	10 982	11 075	113 760	0,87
Sarthe	147 362	4 296	4 423	76 217	0,52
Savoie	45 319	8 399	8 392	43 674	0,96
Haute Savoie	109 643	10 226	10 497	28 264	0,26
Paris	565 332	55 401	55 401	486 392	0,86
Seine Maritime	469 802	32 479	33 368	907 499	1,93
Seine et Marne	316 613	63 453	75 940	311 143	0,98
Yvelines	501 482	28 804	29 001	482 969	0,96
Deux Sèvres	46 386	-1 685	-1 685	45 670	0,98
Somme	132 491	-15 926	-15 008	451 708	3,41
Tarn	52 075	2 058	2 058	48 515	0,93
Tarn et Garonne	151 122	11 878	17 246	112 348	0,74
Var	342 733	9 410	9 413	50 076	0,15
Vaucluse	104 622	-9 659	-9 659	140 953	1,35
Vendée	65 217	-4 902	-5 430	110 590	1,70
Vienne	101 590	12 795	12 795	214 162	2,11
Haute-Vienne	66 163	4 474	3 290	44 799	0,68
Vosges	90 146	12 158	12 188	150 210	1,67
Yonne	150 141	10 256	12 042	26 168	0,17
Territoire de Belfort	140 436	2 138	2 160	62 931	0,45
Essonne	363 903	17 713	20 460	328 229	0,90
Hauts de Seine	352 499	-19 538	-1 804	291 007	0,83

Seine Saint Denis	295 929	10 401	9 915	429 396	1,45
Val de Marne	662 394	11 239	11 239	163 064	0,25
Val d'Oise	549 579	33 262	35 304	398 976	0,73
Guadeloupe	574 469	-12 502	-8 503	73 662	0,13
Martinique	213 589	-607	1 666	53 193	0,25
Guyane	105 263	5 669	5 896	60 879	0,58
Réunion	615 151	15 883	15 158	263 958	0,43
Mayotte	117 923	-8 174	-1 777	132 330	1,12
Nouvelle Calédonie					
TOTAL	28 632 205	272 884	397 381	23 212 811	0,81

4 – b) CARACTERISTIQUES DES COOPERATIVES ET FOYERS INTEGRES

	Nombre de coopérateurs	Nombre de coopératives	% de CRF intégrés	Produits d'exploitation	Résultat net	Outil utilisé	% de coopératives utilisatrices
Ain	45 613	443	100,0%	2 262 080	43 785	Retkoop	100,0%
Aisne	52 767	487	100,0%	3 231 559	-129 500	Retkoop	70,0%
Corse du Sud	11 306	100	100,0%	829 174	63 552	Retkoop	100,0%
Haute Corse	12 498	124	100,0%	670 878	23 718	Retkoop	100,0%
Allier	23 958	303	100,0%	1 820 363	8 068	Retkoop	100,0%
Alpes de Haute Provence	9 758	123	99,2%	688 786	-33 846	Retkoop	100,0%
Hautes Alpes	11 451	296	100,0%	958 017	-49 225	Retkoop	100,0%
Alpes Maritimes	90 371	555	100,0%	4 769 056	-67 219	Compta Coop	73,2%
Ardèche	18 631	379	75,5%	976 624	15 777	Retkoop	79,4%
Ardennes	19 974	175	98,9%	1 304 182	-78 650	Retkoop	100,0%
Ariège	11 956	166	100,0%	1 040 277	-92 726	Retkoop	100,0%
Aube	20 520	203	100,0%	1 796 416	76 525	Retkoop	100,0%
Aude	17 631	207	92,3%	993 845	-84 000	Retkoop	92,3%
Aveyron	9 755	162	100,0%	681 438	-45 479	Excel	100,0%
Bouches du Rhône	165 261	1 126	100,0%	10 585 967	-110 856	Excel	100,0%
Calvados	51 667	347	100,0%	4 306 797	-10 803	Retkoop	62,5%
Cantal	7 279	96	100,0%	472 285	-19 556	Retkoop	79,2%
Charente	24 534	311	99,7%	1 855 420	-6 254	Retkoop	78,8%
Charente Maritime	42 355	439	100,0%	3 374 661	-188 193	Retkoop	100,0%
Cher	17 962	217	100,0%	1 501 082	-28 458	Retkoop	100,0%
Corrèze	10 490	120	98,3%	583 833	-30 037	Retkoop	100,0%
Côte d'Or	35 572	401	100,0%	3 145 971	-11 355	Retkoop	100,0%
Côtes d'Armor	18 372	163	99,4%	1 259 979	30 009	Retkoop	100,0%
Creuse	6 998	133	100,0%	668 299	11 931	Retkoop	99,2%
Dordogne	19 082	250	100,0%	1 514 308	-85 083	Retkoop	100,0%
Doubs	30 558	378	92,6%	2 410 444	-73 762	Retkoop	84,9%
Drôme	15 801	186	99,5%	1 065 961	7 234	Retkoop	100,0%
Eure	57 867	647	100,0%	4 009 629	-173 389	Retkoop	76,5%
Eure et Loir	34 024	283	100,0%	2 429 053	-159 754	Retkoop	96,5%
Finistère	21 468	186	99,5%	1 336 972	-51 569	Retkoop	93,5%
Gard	41 418	349	98,0%	2 556 676	-93 501	Coopweb	54,7%
Haute Garonne	119 366	791	100,0%	8 189 484	-154 433	Retkoop	92,7%
Gers	13 321	185	100,0%	1 508 398	-50 279	Retkoop	100,0%
Gironde	120 193	822	97,9%	6 425 772	54 266	Excel	98,8%
Hérault	87 507	626	99,2%	5 806 405	-196 575	Autre	91,2%
Ille et Vilaine	55 484	355	100,0%	3 807 626	-16 176	Comptacoop	47,3%
Indre	15 390	188	93,1%	1 380 153	1 214	Retkoop	100,0%
Indre et Loire	35 780	520	100,0%	-2 766 151	-11 622	Retkoop	88,1%
Isère	117 124	1 175	100,0%	7 985 634	106 973	Excel	74,9%
Jura	15 199	169	92,3%	1 270 038	-58 624	Retkoop	100,0%
Landes	33 806	313	100,0%	2 689 146	-109 311	Retkoop	100,0%
Loir et Cher	26 812	291	100,0%	2 244 091	-75 685	Retkoop	100,0%
Loire	37 347	1 689	100,0%	-2 218 285	22 702	Autre	25,0%
Haute-Loire	7 665	111	100,0%	522 391	-11 953	Retkoop	100,0%
Loire Atlantique	46 786	319	99,7%	2 912 325	-20 377	Retkoop	99,7%
Loiret	66 475	462	100,0%	4 905 449	-97 293	Retkoop	100,0%
Lot	11 411	168	100,0%	991 611	-38 319	Comptacoop	100,0%
Lot-et-Garonne	23 527	286	100,0%	1 679 322	-88 621	Retkoop	100,0%
Lozère	2 746	51	100,0%	257 214	94 007	Retkoop	96,1%
Maine et Loire	17 625	215	96,7%	1 189 749	13 947	Retkoop	80,0%
Manche	27 209	209	100,0%	1 833 465	12 323	Excel	100,0%

Marne	27 124	254	100,0%	2 210 918	-40 414	Retkoop	90,6%
Haute Marne	13 151	162	100,0%	1 072 578	-23 737	Comptacoop	96,9%
Mayenne	17 816	196	100,0%	1 590 503	-40 267	Comptacoop	100,0%
Meurthe et Moselle	58 539	529	96,4%	3 540 993	69 141	Retkoop	96,4%
Meuse	13 107	131	99,2%	1 012 424	-110 961	Retkoop	93,9%
Morbihan	32 525	263	100,0%	2 570 487	-6 221	Retkoop	100,0%
Moselle	54 722	644	100,0%	5 405 832	97 695	Retkoop	100,0%
Nièvre	12 538	176	98,3%	938 767	-66 077	Retkoop	94,3%
Nord	219 537	1 574	95,5%	11 605 633	-163 957	Comptacoop	100,0%
Oise	86 406	835	99,9%	4 901 026	-257 568	Retkoop	92,3%
Orne	18 331	171	97,1%	1 195 972	-3 394	Retkoop	86,0%
Pas-de-Calais	124 622	1 002	100,0%	6 998 491	54 978	Retkoop	100,0%
Puy de Dôme	46 236	467	98,9%	3 600 370	-69 241	Retkoop	96,8%
Pyrénées Atlantiques	17 173	174	99,4%	1 022 896	-19 796	Autre	99,4%
Hautes-Pyrénées	13 376	202	100,0%	1 109 225	6 375	Comptacoop	100,0%
Pyrénées Orientales	40 552	286	95,1%	2 220 774	18 540	Retkoop	99,0%
Bas-Rhin	100 452	812	100,0%	9 280 404	97 533	Comptacoop	100,0%
Haut-Rhin	61 231	607	100,0%	5 171 489	-141 416	Comptacoop	99,5%
Rhône	142 605	1 485	94,7%	9 480 313	7 240	Excel	78,6%
Haute-Saône	11 869	133	99,2%	899 023	-71 221	Retkoop	99,2%
Saône et Loire	40 070	489	100,0%	2 990 556	-89 333	Retkoop	92,0%
Sarthe	41 139	347	98,6%	2 778 982	-127 349	Retkoop	100,0%
Savoie	16 106	167	100,0%	1 241 731	12 874	Retkoop	100,0%
Haute Savoie	36 298	491	99,0%	2 657 734	15 789	Retkoop	84,9%
Paris	118 638	662	100,0%	7 878 244	-125 813	Retkoop	73,1%
Seine Maritime	115 476	990	93,7%	7 695 492	-276 397	Retkoop	95,3%
Seine et Marne	116 569	781	100,0%	6 276 904	-282 620	Retkoop	100,0%
Yvelines	135 612	856	99,5%	10 016 487	-5 247	Comptacoop	54,7%
Deux Sèvres	11 146	110	100,0%	789 344	-45 015	Retkoop	100,0%
Somme	37 192	379	98,7%	1 979 048	-99 855	Retkoop	29,6%
Tarn	15 224	167	100,0%	987 417	-18 138	Retkoop	100,0%
Tarn et Garonne	20 947	199	100,0%	1 601 410	-83 557	Retkoop	100,0%
Var	88 105	543	100,0%	6 884 773	28 788	Comptacoop	66,5%
Vaucluse	45 771	981	100,0%	3 215 944	-151 502	Retkoop	100,0%
Vendée	24 500	255	99,6%	1 809 660	-16 216	Retkoop	100,0%
Vienne	27 549	266	100,0%	2 162 993	-50 856	Retkoop	85,0%
Haute-Vienne	17 950	168	98,2%	1 241 832	-52 006	Retkoop	91,7%
Vosges	30 438	333	100,0%	2 072 034	-82 838	Retkoop	97,6%
Yonne	26 707	360	100,0%	2 375 442	-41 463	Excel	62,8%
Territoire de Belfort	11 928	133	91,7%	943 095	-28 906	Excel	79,7%
Essonne	144 618	803	98,6%	7 502 950	-244 966	Retkoop	96,3%
Hauts de Seine	150 146	626	99,5%	8 727 908	-53 518	Comptacoop	96,2%
Seine Saint Denis	147 336	668	89,2%	5 088 574	-137 167	Retkoop	100,0%
Val de Marne	142 267	617	99,4%	7 118 209	-30 667	Retkoop	99,4%
Val d'Oise	141 090	725	95,3%	9 068 895	-183 468	Retkoop	95,3%
Guadeloupe	34 151	244	57,8%	818 652	-32 404	Excel	84,0%
Martinique	20 413	158	41,1%	211 662	2 728	Autre	41,1%
Guyane	16 553	136	100,0%	621 863	30 723	Retkoop	86,8%
Réunion	106 076	480	100,0%	5 305 774	105 101	Retkoop	86,5%
Mayotte	32 603	108	100,0%	164 239	5 007	Retkoop	64,8%
Nouvelle Calédonie	25 950					Autre	
TOTAL	4 888 150	41 645	98,0%	303 769 832	-4 687 510		86,7%

4 – c) DECOMPOSITION DU BILAN PAR STRUCTURE (VALEURS NETTES AVANT RETRAITEMENTS)

	Fédération	Sièges départementaux	Coopératives et foyers coopératifs	TOTAL
ACTIF				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	34 871	22 341		57 212
Terrains	20 962	220 032		240 994
Constructions	45 193	1 124 271		1 169 464
Installations et matériels d'activités		23 975		23 975
Autres immobilisations corporelles	72 699	177 821		250 520
Immobilisations en cours		52 922		52 922
Prêts OCCE		306 250		306 250
Autres immobilisations financières	190 065	174 781		364 846
Total	363 790	2 102 392		2 466 182
ACTIF CIRCULANT				
Stocks	8 807	169 993		178 800
Coopératives et usagers divers	305	348 070		348 375
Comptes courants OCCE	55 616	137 540		193 156
Autres créances (dont erreurs débitrices)	2 884 687	538 175	481 670	3 904 531
Trésorerie	4 434 193	19 885 672	167 587 400	191 907 265
Charges constatées d'avance	150 324	91 497		241 821
Total	7 533 932	21 170 946	168 069 070	196 773 948
TOTAL	7 897 722	23 273 337	168 069 070	199 240 129

PASSIF				
FONDS PROPRES				
Fonds propres (avant affectation)	5 967 830	17 244 981		23 212 811
Report à nouveau			172 197 496	172 197 496
Résultat de l'association	-516 291	940 799	-4 687 510	-4 263 001
Subventions d'investissement		1 220		1 220
Total	5 451 539	18 187 000	167 509 986	191 148 526
FONDS DEDIES ET PROVISIONS				
Fonds dédiés	81 089	744 760		825 849
Provisions pour risques	20 400	89 187		109 587
Provisions pour charges	803 258	1 434 008		2 237 266
Total	904 747	2 267 955		3 172 702
DETTES				
Emprunts OCCE		116 155		116 155
Emprunts et dettes assimilées		167 252		167 252
Fournisseurs	40 093	519 947		560 040
Dettes fiscales et sociales	1 216 221	705 549		1 921 770
Comptes courants OCCE	120 592	75 899		196 491
Autres dettes (dont erreurs créditrices)	9 745	1 162 498	559 084	1 731 326
Produits constatés d'avance	154 785	71 082		225 867
Total	1 541 436	2 818 382	559 084	4 918 901
TOTAL	7 897 722	23 273 337	168 069 070	199 240 129

4 - d) Décomposition du compte de résultat par structure (valeurs avant retraitements)

	Fédération	Associations départementales	Coopératives et foyers coopératifs	TOTAL
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Cotisations perçues	5 647 344	9 763 206	80 334 856	95 745 406
Ventes de produits	104 743	477 463	98 868 731	99 450 937
Prestations de service et animations	88 218	2 085 476	49 521 035	51 694 729
Subventions d'exploitation	4 170 500	4 117 779	50 429 471	58 717 750
Dons et Mécénat		128 258		128 258
Contributions financières		546 548	30 148 041	30 694 589
Autres produits	70 475	407 065		477 540
Reprises sur dépréciations et provisions	224 547	161 364		385 911
Utilisations des fonds dédiés	18 619	647 727		666 346
Total	10 324 446	18 334 886	309 302 134	337 961 466
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de fournitures à céder	106 271	325 945	58 641 299	59 073 515
Variation des stocks de fournitures à céder	-3 781	38 136		34 355
Autres achats et charges externes	1 532 562	5 538 949	237 386 127	244 457 638
Aides financières	520 961	2 842 292		3 363 253
Impôts et taxes	547 657	351 815		899 472
Salaires	4 701 475	2 360 642		7 062 117
Charges sociales	3 348 475	762 475		4 110 950
Autres charges	663	5 843 069	9 372 569	15 216 301
Dotations aux amortissements (siège) et gros équipement (CRFs)	43 320	212 930	6 106 660	6 362 911
Dotations aux dépréciations et provisions	97 752	127 338		225 090
Reports en fonds dédiés		776 758		776 758
Total	10 895 355	19 180 348	311 506 655	341 582 358
RESULTAT D'EXPLOITATION (I)	-570 909	-845 462	-2 204 521	-3 620 893
PRODUITS FINANCIERS				
Produits des placements	36 515	1 672 440		1 708 955
Reprises sur dépréciations et provisions	32 819	24 345		57 164
Total	69 334	1 696 785		1 766 119
CHARGES FINANCIERES				
Intérêts et charges assimilées		1 556		1 556
Dotations aux dépréciations et provisions	16 915	31 265		48 180
Total	16 915	32 821		49 736
RESULTAT FINANCIER (II)	52 419	1 663 964		1 716 383
RESULTAT COURANT (I + II)	-518 490	818 501	-2 204 521	-1 904 510
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Sur opérations de gestion	19 860	172 835	14 469 607	14 662 303
Sur opérations en capital		6 214		6 214
Reprises sur dépréciations et provisions		3 493		3 493
Total	19 860	182 542	14 469 607	14 672 010
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Sur opérations de gestion	17 661	59 785	16 952 596	17 030 042
Sur opération en capital		306		306
Dotations aux dépréciations et provisions		154		154
Total	17 661	60 245	16 952 596	17 030 501
RESULTAT EXCEPTIONNEL (III)	2 199	122 298	-2 482 988	-2 358 492
RESULTAT DE L'EXERCICE (I + II + III)	-516 291	940 799	-4 687 510	-4 263 001

4 – e) BENEVOLAT

Les Associations Départementales sont majoritairement logées dans des établissements scolaires mis à leur disposition.

Les comptes rendus financiers (CRF) sont établis par les mandataires bénévoles de chaque coopérative. Le temps passé à la gestion de leur coopérative est estimé par les mandataires entre 20 et 40 heures par an. Sur une base de 41 645 coopératives et foyers affiliés, le bénévolat se situe entre 832 900 et 1 665 800 heures de travail par an, soit un équivalent temps plein compris dans une fourchette de 457 à 915 personnes (1 820 heures par an).



Fédération nationale OCCE
Office Central de la Coopération à l'Ecole
Association reconnue d'utilité publique

101 rue du Ranelagh 75016 Paris
federation@occe.coop
01.44.14.93.55

Toute l'actualité de l'OCCE sur :
www.occe.coop

Rejoignez-nous sur
Facebook :
facebook.com/federation.occe

Twitter :
twitter.com/occe

**OFFICE CENTRAL
DE LA COOPERATION A L'ECOLE**

Fédération Nationale
reconnue d'utilité publique

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

101bis, rue du Ranelagh
75016 - PARIS

SIRET : 775 689 078 00019 - APE : 94.99Z

**RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
RELATIFS À L'EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2024**

Max Alain OBADIA

COMMISSAIRE AUX COMPTES

62, rue de Versailles

78150 - LE CHESNAY ROCQUENCOURT

Tél. : 01 39 54 95 95

maobadia@contralto.fr

**OFFICE CENTRAL
DE LA COOPERATION A L'ECOLE**

Fédération Nationale
reconnue d'utilité publique

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

101bis, rue du Ranelagh
75016 - PARIS

SIRET : 775 689 078 00019 - APE : 94.99Z

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 août 2024

**OFFICE CENTRAL DE LA
COOPERATION A L'ECOLE
Fédération Nationale**
Association loi de 1901
101bis, rue du Ranelagh
75016 - PARIS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2024

Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Fédération Nationale de l'OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE (O.C.C.E.) relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.





Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes. Nos travaux ont consisté à apprécier la réalité et la sincérité des provisions pour dépréciation d'actif constituées ainsi que de la trésorerie disponible et placée de l'association Fédération Nationale de l'OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE (O.C.C.E.) au 31 août 2024. Nous nous sommes assurés de la cohérence des dettes sociales et fiscales figurant au passif du bilan.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces estimations et leur documentation. Nous avons procédé à l'évaluation du caractère raisonnable de l'évaluation des autres actifs et passifs, pris dans leur globalité.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points exposés en pages 2 et 12 de l'annexe des comptes annuels relatifs aux créances et à un litige en cours.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des principales informations significatives données dans le rapport financier du Conseil d'administration national et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels au 31 août 2024.



Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels arrêtés au 31 août 2024, dont le total du bilan s'élève à 7 464 275 euros et dont le compte de résultat se solde par une perte de 806 005 euros, ont été arrêtés par le Conseil d'administration national.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait au Chesnay, le 14 mars 2025



Le Commissaire aux Comptes
Max Alain OBADIA

BILAN DU SIEGE

Fédération nationale OCCE

ACTIF	31.08.2024			31.08.2023	PASSIF	31.08.2024	31.08.2023
	Brut	Amort. & Dépréciat°	Net				
ACTIF IMMOBILISE					FONDS PROPRES		
Immobilisations incorporelles	89 312	66 860	22 453	34 871	Fonds propres (avant affectation)	5 451 539	5 967 830
Terrains	20 962		20 962	20 962	Résultat du siege de l'association	-806 005	-516 292
Constructions	360 643	320 166	40 476	45 192	Subventions d'investissement		
Matériels d'activités	581	581			Total	4 645 534	5 451 538
Autres immobilisations corporelles	281 715	224 480	57 235	72 699	FONDS DEDIES ET PROVISIONS		
Immobilisations en cours					Fonds dédiés	80 096	81 089
Prêts OCCE	5 700	5 700			Provisions pour risques	48 400	20 400
Autres immobilisations financières	304 854	121 903	182 950	190 066	Provisions pour charges	816 103	803 258
Total	1 063 766	739 690	324 076	363 790	Total	944 599	904 747
ACTIF CIRCULANT					DETTES		
Stocks	7 014		7 014	8 807	Emprunts OCCE		
Coopératives et usagers divers	2 790		2 790	305	Emprunts et dettes assimilées	105 100	40 093
Comptes courants OCCE	302 868	10 156	292 711	55 615	Fournisseurs	1 366 446	1 216 221
Autres créances	1 165 395	291 000	874 395	2 884 687	Dettes fiscales et sociales	102 733	120 592
Trésorerie	5 811 233		5 811 233	4 434 193	Comptes courants OCCE	164 104	9 745
à la clôture des exercices d'avance	152 055		152 055	150 324	Autres dettes	135 760	154 785
Total	7 441 355	301 156	7 140 199	7 533 931	Produits constatés d'avance		
EXPERT-COMPTABLE					Total	1 874 142	1 541 436
COMMISSAIRE AUX COMPTES					TOTAL	7 464 275	7 897 721
TOTAL	8 505 121	1 040 846	7 464 275	7 897 721			

OBADIA
maison d'experts-comptables

62, rue de Versailles
78150 LE CHESNAY
Tél. : 01.39.54.95.95
Fax : 01.39.54.95.00
ma.obadia@max-alain-obadia.fr

COMPTE DE RESULTAT COMBINE

	2022/2023	2021/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations perçues	95 720 911	84 371 025
Ventes de produits	99 462 936	92 632 975
Prestations de service et animations	51 021 856	44 575 793
Subventions d'exploitation	58 715 950	51 150 882
Dons et Mécénat	128 258	56 116
Contributions financières	30 694 589	21 871 252
Autres produits	477 540	441 448
Reprises sur dépréciations et provisions	385 911	173 669
Utilisations des fonds dédiés	666 346	1 200 466
Total	337 274 296	296 473 625
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de fournitures à céder	58 957 316	61 427 789
Variation des stocks de fournitures à céder	34 355	7 252
Autres achats et charges externes	253 298 325	219 702 644
Aides financières	3 363 253	2 835 069
Impôts et taxes	899 472	757 025
Salaires	7 062 117	6 697 207
Charges sociales	4 110 950	4 027 727
Autres charges	5 843 732	5 913 836
Dotations aux amortissements (siège) et gros équipement (CRFs)	6 362 911	7 004 982
Dotations aux dépréciations et provisions	225 090	407 111
Reports en fonds dédiés	776 758	608 738
Total	340 934 277	309 389 380
RESULTAT D'EXPLOITATION (I)	-3 659 982	-12 915 755
PRODUITS FINANCIERS		
Produits des placements	1 708 955	732 100
Reprises sur dépréciations et provisions	57 164	199 981
Total	1 766 119	932 081
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	1 556	48 764
Dotations aux dépréciations et provisions	48 180	85 682
Total	49 736	134 446
RESULTAT FINANCIER (II)	1 716 383	797 635
RESULTAT COURANT (I + II)	-1 943 599	-12 118 120
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	14 662 303	14 243 444
Sur opérations en capital	6 214	71
Reprises sur dépréciations et provisions	119 648	71 913
Total	14 788 165	14 315 428
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	17 018 080	14 417 259
Sur opération en capital	306	0
Dotations aux dépréciations et provisions	306 404	74 454
Total	17 324 790	14 491 713
RESULTAT EXCEPTIONNEL (III)	-2 536 624	-176 285
RESULTAT DE L'EXERCICE (I + II + III)	-4 480 223	-12 294 405

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 août 2024, dont le total est de 7 464 275 € et au compte de résultat de l'exercice dégagant un résultat déficitaire de 806 004,57 €, présentée sous forme de liste.

PREAMBULE :

La Fédération OCCE (Office Central de la Coopération à l'Ecole) est la fédération nationale des Associations Départementales (AD) et des Unions Régionales (UR) de l'OCCE.

L'OCCE contribue à l'éducation aux valeurs de laïcité, d'humanisme, et de coopération dans l'Ecole publique et la société.

L'OCCE a pour objet de permettre la création et d'accompagner le fonctionnement des coopératives affiliées à l'OCCE ainsi que de favoriser les actions et les projets coopératifs menés par celles-ci.

Inspirée par un idéal de progrès humain, l'OCCE se donne pour but l'éducation civique, morale, sociale, économique et intellectuelle des coopérateurs, membres des coopératives.

L'association départementale regroupe, administre et anime les coopératives affiliées de son département.

Une union régionale regroupe les associations départementales d'une région administrative.

L'annexe suivante concerne les comptes de la Fédération OCCE uniquement.

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 1^{er} septembre 2023 au 31 août 2024. Les notes et tableaux ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

- Versement à 100 % de la subvention 2023 par le ministère de l'éducation nationale, soit 4 170 500 € ;
- Baisse du nombre d'adhérents : 4 837 656 vs 4 888 147 en N-1 soit une baisse de 50 491 adhérents et une augmentation de la cotisation à 1,22 € (+0,06 €) ;

2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Le bilan et compte de résultat de la Fédération sont établis conformément aux dispositions de la législation française et aux pratiques comptables généralement admises en France, notamment celles du plan comptable associatif adopté par le Comité de la réglementation comptable le 16 février 1999 et homologué par l'arrêté du 8 avril 1999, mis en conformité avec le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N°2018-06 du 5 décembre 2018.

• Convention de principe

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

OBADIA
max-alain

- **Immobilisations incorporelles et corporelles**

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production. Pour l'application de l'article 322-1 du PCG, la méthode prospective de réallocation des valeurs nettes comptables (avis 2005-D du 1^{er} juin 2005 du comité d'urgence du CNC) a été utilisée.

La valeur résiduelle, estimée à dire d'expert immobilier en date du 26 octobre 2006, est supérieure à la valeur nette comptable à la date de clôture.

- **Amortissement des immobilisations**

Conformément à la mesure de simplification en faveur des PME (avis 2005-D du 1^{er} juin 2005 du comité d'urgence du CNC), l'amortissement des biens non décomposables est pratiqué sur la durée d'usage, sans rechercher la durée d'utilisation.

Pour les biens non décomposables, les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire sur la durée de vie antérieurement retenue :

- Logiciels informatiques : de 1 à 5 ans
- Agencements et aménagements des constructions : 10 à 20 ans
- Matériels d'activités : 3 à 5 ans
- Agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- Matériels de transport : 4 à 5 ans
- Matériels de bureau et informatique : 1 à 5 ans
- Mobilier : 1 à 10 ans

En application du règlement sur les actifs, la durée d'amortissement de la structure du bâtiment est de 50 ans.

- **Immobilisations financières**

Les prêts accordés aux associations départementales, dont l'échéance est supérieure à un an, sont comptabilisés en immobilisations financières. Ces prêts font systématiquement l'objet d'une convention incluant un échéancier de remboursement. Une dépréciation est comptabilisée lorsqu'un risque de non-recouvrement existe à la date d'arrêté des comptes.

Ces prêts ont été accordés soit pour pallier des difficultés financières de certaines associations départementales, soit pour aider au financement d'investissements importants.

Les prêts à la construction remboursables au bout de 20 ans sont dépréciés afin de prendre en compte l'érosion monétaire.

- **Stocks**

Les marchandises sont valorisées au dernier prix d'achat. Les stocks sont, le cas échéant, dépréciés pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

- **Créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation des créances est comptabilisée lorsqu'un risque de non-recouvrement existe à la date d'arrêté des comptes.

Une créance de 291 000 € a été comptabilisée à l'actif du bilan de l'OCCE en N-3. Cette somme correspond à une créance que l'OCCE estime posséder sur un prestataire indélicat. Celui-ci a adressé une facturation induite pour des travaux que l'OCCE a réglés compte tenu d'une prétendue urgence alléguée par ce prestataire. Les travaux payés n'ont pas été réalisés. L'OCCE a déposé une plainte en justice contre ce prestataire. Dans l'attente, une provision pour risque d'irrecouvrabilité de cette créance a été constituée. Elle s'élève à 291 000 € soit 100 % du montant dont le remboursement est réclamé. En date du 3 juillet 2023 le doyen des juges d'instruction de la cour d'appel de Paris a dispensé l'OCCE de consignation dans le cadre du litige en cours.

OBADIA
max-alain

- **Valeurs mobilières de placement**

Les valeurs mobilières de placement sont valorisées à leur coût d'acquisition. Les plus-values réalisées sont calculées selon la méthode « *premier entré, premier sorti* ». A la date de clôture, une dépréciation est comptabilisée si le cours à cette date est inférieur au coût d'acquisition.

- **Indemnités de départ à la retraite**

Conformément à la Négociation Annuelle Obligatoire signée le 08/12/2015 avec les organisations syndicales, la provision pour indemnités de départ à la retraite représente 1/3 de mois de salaire par année de présence pour l'ensemble des salariés en CDI (hors statut de fonctionnaire) ayant plus d'un an d'ancienneté avec des charges patronales de 50%, sans actualisation, ni application d'un coefficient de rotation du personnel. Les éventuels changements de temps de travail au cours de la carrière des salariés ne sont pas pris en compte dans le calcul de la provision. Montant de la provision à la clôture de l'exercice : 816 102,80 €.

- **Provision pour risques et charges**

Ces provisions recensent les risques encourus par l'O.C.C.E. tels que ceux-ci ont été identifiés à la clôture de l'exercice. Le poste s'élève à 48 400 € à la clôture de l'exercice contre 20 400 € l'an passé. L'augmentation (+ 28 000 €) correspond à une provision pour risque prud'homal.

- **Cotisations**

Le calcul des cotisations à recevoir est réalisé à partir des états de cotisations reçus par la Fédération. Pour les associations départementales n'ayant pu envoyer leur état de cotisations dans les délais fixés, les cotisations à recevoir sont estimées d'après le nombre de coopérateurs déclaré lors de l'exercice précédent. Le montant à recevoir est estimé à 40 525,96 €.

3. CHANGEMENT DE METHODE

Il n'y a pas eu de changement de méthode sur l'exercice comptable 2023/2024 par rapport à l'exercice 2022/2023.

4. NOTES SUR L'ACTIF DU BILAN

4.1 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

4.1.1 Tableau de variation des immobilisations brutes

Valeurs Brutes	Début	Augmentations	Diminutions	Fin
Logiciels Informatiques	89 588,14		275,78	89 312,36
Terrains	20 961,74			20 961,74
Constructions, install., aménagements	377 374,84		16 732,03	360 642,81
Matériel et outillage industriel	2 451,54		1 870,45	581,09
Matériel de bureau et informatique	199 680,95	7 034,77	22 812,35	183 903,37
Mobilier de bureau	101 159,88		3 348,73	97 811,15
Immobilisations en cours	-	-	-	-
Avances sur immobilisations	-	-	-	-
Total	791 217,09	7 034,77	45 039,34	753 212,52

4.1.2 Acquisitions de l'exercice

Dont :

Matériel bureau et informatique

- ✓ Ordinateurs, écrans, souris 6 786,77 €
- ✓ Téléphones portables 159,00 €

4.1.3 Désinvestissements de l'exercice (mises au rebut)

Suppression des immobilisations amorties et mises au rebut (Mise à jour inventaire) :

Logiciel : 275,78 €
Installation Agencements : 16 732,03 €
Matériel et outillage : 1 870,45 €
Matériels de bureau et informatique : 22 812,35 €
Mobilier de bureau : 3 348,73 €

4.1.4 Tableau de variation des amortissements

Immobilisations amortissables	Début	Augmentations	Diminutions	Fin
Logiciels Informatiques	54 716,89	12 418,49	275,78	66 859,60
Construction sur sol propre	193 248,34	2 400,00		195 648,34
Installations générales, agencements, aménagements	138 934,10	2 316,00	16 732,03	124 518,07
Matériel et outillage industriel	2 451,54		1 870,45	581,09
Matériel de bureau et informatique	171 898,98	16 298,33	22 812,35	165 384,96
Mobilier de bureau	56 242,61	6 200,84	3 348,73	59 094,72
Total	617 492,46	39 633,66	45 039,34	612 086,78

Dotation d'exploitation 39 633,66
Dotation exceptionnelle
Total 39 633,66

4.2 IMMOBILISATIONS FINANCIERES

4.2.1 Tableau de variation des immobilisations financières

Immobilisations Financières	Début	Augmentations	Diminutions	Fin
Parts Sociales	3 818,70			3 818,70
Prêts aux associations départementales	11 400,00		5 700,00	5 700,00
Prêts à la construction Siège	277 438,79	21 140,00	1 318,79	297 260,00
Dépôt et Cautionnement	17 495,00	2 580,00	16 300,00	3 775,00
Total	310 152,49	23 720,00	23 318,79	310 553,70

4.2.2 Parts sociales

Elles concernent notamment 1 528 € de parts sociales CASDEN souscrites en 2002/2003 pour l'obtention de l'emprunt concernant les travaux de rénovation du siège, soit 191 parts à 8 €.

OBADIA
max alan
EXPERT COMPTABLE
COMMISSAIRE AUX COMPTES
62, rue de Versailles
78150 LE CHESNAY
Tél. : 01.39.54.95.95
Fax : 01.39.54.95.00
ma:obadia@max-alain-obadia.fr

4.2.3 Prêts aux associations départementales

Association Départementale	Date du Prêt	Montant Initial	Début	Augmentations	Diminutions	Fin
55 Meuse	05/12/15	57 000,00	11 400,00	-	5 700,00	5 700,00
Total			11 400,00	-	5 700,00	5 700,00

4.2.4 Dépôt et cautionnement

3 775,00

Mouvement de l'exercice :

Remboursement Réactive Exécutive Dépôt de garantie du 23/01/2023 : - 15 600,00

Remboursement Caution Logement Bardin : - 700,00

Caution 2 Mois logement Boulogne : 2 580,00

4.2.5 Tableau des provisions sur immobilisations financières

Eléments	Début	Augmentations	Diminutions	Fin
Prêts aux associations départementales	11 400,00		5 700,00	5 700,00
Prêts à la construction du siège	108 686,76	14 535,39	1 318,79	121 903,36
Total	120 086,76	14 535,39	7 018,79	127 603,36

Dont reprises sur provisions financières utilisées conformément à leur objet :

Dont reprises sur provisions financières devenues sans objet : **7 018,79**

4.3 STOCKS DE MARCHANDISES **7 013,76**

Ils sont composés notamment :

- de brochures « Agendas et livrets du maître Cycle 3 »
- de brochures « Agendas et livrets du maître Cycle 2 »
- de clés « USB OCCE » et des kits « porté disparu »

4.4. USAGERS

Eléments	Brut	Dépréciation	Net
Salariés/Bénévoles Fédération	626,00	-	626,00
Clients "Divers"	2 124,45	-	2 124,45
Clients "animation et éducation"	40,00	-	40,00
Clients Factures à établir			
Total	2 790,45	-	2 790,45

OBADIA
max alan

EXPERT COMPTABLE
COMMISSAIRE AUX COMPTES

62, rue de Versailles
78150 LE CHESNAY
Tél. : 01.39.54.95.95
Fax : 01.39.54.95.00

max.alan@max-alain-obadia.fr

4.5 COMPTES COURANTS OCCE

Eléments	Brut	Dépréciation	Net
AD ou UR OCCE	302 867,57	10 156,27	292 711,30
Total	302 867,57	10 156,27	292 711,30

4.6 AUTRES CREANCES

• Fournisseur avances sur commande	36 218,22
• VVF rembourser à recevoir	60,00
• Personnel, Avances et acomptes	8 015,00
• Participation C.E.	15 510,26
• Chèques Déjeuner	19 782,00
• IJSS à recevoir (CPAM)	47 001,61
• Etat subvention à recevoir	732 478,66
• Etat TVA à décaisser	11 591,00
• Tickets Foyer des Lycéennes	477,20
• Autres débiteurs divers sommes à recouvrir	291 000,00
• Produits à recevoir	3 261,28
• Dépréciation créance douteuse	- 291 000,00
	874 395,23

4.7 TRESORERIE

Ce poste est essentiellement composé de :

• Titres cotés	183,32
• Parts Sociales Caisse Epargne	206 000,00
• CAT Caisse Epargne	2 174 500,00
• CAT Bred	800 000,00
• Parts Sociales Bred Banque Populaire	164 938,56
• Le Conservateur placement	500 000,00
• Horizon trésorerie Caisse Epargne	20 000,00
• Parts Sociales Crédit Coopératif	152,50
• Chèques remis à l'encaissement	55 780,99
• Caisse épargne	879 270,45
• Compte courant BRED	106 402,69
• Livret A	88 226,78
• Epargne Casden	533 782,11
• Intérêts courus	63 807,37
• Compte Courant Bred Trans port l	3 206,30
• Compte courant Crédit Coopératif	161 626,45
• BP AEE	12 449,43
• Mooncard	35 175,60
• Paypal OCCE	676,92
• Caisse	85,62
• Régie d'Avance	4 967,61
	5 811 232,70

OBADIA
max alain

EXPERT COMPTABLE
COMMISSAIRE AUX COMPTES
62, rue de Versailles
78150 LE CHESNAY
Tél. : 01.39.54.95.95
Fax : 01.39.54.95.00
ma.obadia@max-alain-obadia.fr

4.8 CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Ce poste concerne des factures fournisseurs reçues, mais concernant l'exercice suivant. Il est composé essentiellement de :

• Corlet Impression et Expédition Agendas, Boutique 24/25, AGEFIM, Calendriers 2025...	105 186,75
• Contrat de location et maintenance	33 893,14
• Impôts fonciers et Taxe balayage	7 171,09
• Abonnements RH	1 739,43
• Billets SNCF, Hôtel et carte liberté pour 23/24	252,67
• Contrats d'assurance Fédération	3 812,21
	152 055,29

5. NOTES SUR LE PASSIF DU BILAN

5.1 TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

Rubriques	Début	Résultat de l'exercice	Changement de méthode (*)	Affectation résultat de l'exercice précédent	Fin
Fonds associatif sans droit de reprise	5 967 830,46		0,00	-516 291,91	5 451 538,55
Résultat de l'exercice		-516 291,91			
Fonds propres	5 967 830,46	-516 291,91	0,00	-516 291,91	5 451 538,55

5.2 FONDS DEDIES

	Début	Augmentation	Diminution	Fin
Fond Communication	37 907,00	-	-	37 907,00
Fond Développement Durable	155,80	-	155,80	
Fond Transition Ecologique	13 126,64	-	13 126,64	
Fond Chantiers Vie Associative	29 899,50	-	21 630,56	8 268,94
Fond Chantiers 2024	-	33 920,09		33 920,09
Total	81 088,94	33 920,09	34 913,00	80 096,03

OBADIA
max alain

EXPERT COMPTABLE
COMMISSAIRE AUX COMPTES
62, rue de Versailles
78150 LE CHESNAY
Tél. : 01.39.54.95.95
Fax : 01.39.54.95.00
ma:obadia@mae:alain-obadia.fr

5.3 TABLEAU DE VARIATION DES PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice (*)	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions pour risques				
Autres risques	20 400,00	28 000,00		48 400,00
Provisions pour charges				
Grosses réparations	-	-	-	-
Autres charges				
Engagements de retraite (cf. note 3.)	803 258,24	108 321,25	95 476,69	816 102,80
Provisions pour dépréciations				
Des immobilisations financières	120 086,76	14 535,39	7 018,79	127 603,36
Des stocks				-
Des créances clients et comptes rattachés	16 155,46	10 156,27	16 155,46	10 156,27
Des autres créances	291 000,00			291 000,00
Autres provisions pour dépréciation (Instruments trésorerie ou placements)	46 777,48		46 777,48	
Fonds propres	1 297 677,94	161 012,91	165 428,42	1 293 262,43

Dotations / reprises d'exploitation 146 477,52 111 632,15

Dotations / reprises financières 14 535,39 53 796,27

Dotations / reprises exceptionnelles

Total 161 012,91 165 428,42

(*) Dont reprises sur provisions utilisées conformément à leur objet 111 632,15

(*) Dont reprises sur provisions devenues sans objet 53 796,27

Total 165 428,42

5.4 FOURNISSEURS

105 100,05

Les principales dettes fournisseurs concernent :

• Fournisseurs, Factures non Parvenues	29 295,04
• L&D Conseil	1 365,60
• Corlet	556,31
• Fac Similés/Canon	687,42
• Coup Dmain	2 407,60
• Hexanet	4 639,54
• Biper	8 640,00
• French Payroll Services	32 945,52
• Sotial	6 182,38
• Eaux de Paris	118,94
• Sudel	500,00

OBADIA
max alain

EXPERT COMPTABLE

COMMISSAIRE AUX COMPTES

62, rue de Versailles

78150 LE CHESNAY

Tél. : 01.39.54.95.95

Fax : 01.39.54.95.00

ma.obadia@max-alain-obadia.fr

• Tresor Public	6 723,00
• CEMEA	26,63
• Kelio	1 369,88
• ECEF	590,00
• ENS Lyon	3 571,20
• Furiosa	1 890,00
• Korevie	880,00
• Radio Media	150,00
• Run Better	726,00
• Social Inter	690,48
• Utopique	1 144,51

5.5 DETTES FISCALES ET SOCIALES

• Personnel oppositions	428,88
• Urssaf	176 876,34
• Retraite	38 629,25
• Prévoyance	10 313,01
• Axa sur complémentaire	3 940,73
• Uniformation	18 578,14
• IRCOM	567,57
• ISTYA Collectives	21 325,82
• APAC-GMF	9 669,95
• Retraite Fonctionnaire	3 015,16
• Compte Epargne Temps	148 031,15
• Organismes sociaux Charges à payer	83 006,00
• DGFIP Prélèvement à la source	21 209,00
• Etat remboursement salaires et charges sur M.A.D	355 521,11
• Taxe sur salaire	50 327,00
• Retenue Pension Fonctionnaire	181 923,10
• Dettes provisionnées sur congés payés	93 604,00
• Dettes provisionnées sur 13ème mois	96 573,00
• Dettes provisionnées sur RTT	17 863,00
• Etat Charges à payer	26 199,72
• Etat Taxe /Sal. Charges à payer	<u>8 844,00</u>

1 366 445,93

5.6 COMPTES COURANTS OCCE

• AD ou UR OCCE « créditeurs »	102 732,63
--------------------------------	-------------------

5.7 AUTRES DETTES

• Remboursements de frais.	6 307,85
• Trousse à projet à reverser aux coopératives	<u>157 795,97</u>
	164 103,82

OBADIA
max-alain

EXPERT COMPTABLE
COMMISSAIRE AUX COMPTES
62, rue de Versailles
78150 LE CHESNAY
Tél. : 01.39.54.95.95
Fax : 01.39.54.95.00
ma.obadia@max-alain-obadia.fr

5.8 PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

- Abonnements Animation & Éducation (2 numéros 2024/2025) 29 623,56
 - Ventes Boutique en ligne 24/25 106 136,01
- 135 759,57**

6. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

6.1 DETAIL DE CERTAINES CHARGES D'EXPLOITATION

Charges par nature	Siège	Personnels détachés	1/2 postes fonds de solidarité	Personnels Animateurs AD	Indemnités Mad	Total
Salaires et charges sur salaires	1 357 553,00	5 158 429,00	28 623,00	2 028 131,00	33 426,00	8 606 162,00
Taxes sur salaires, formation professionnelle et construction	112 740,00	307 542,00	2 094,00	159 794,00	1 041,00	583 211,00
Total	1 470 293,00	5 465 971,00	30 717,00	2 187 925,00	34 467,00	9 189 373,00

6.2 DETAIL DE CERTAINS PRODUITS D'EXPLOITATION

Produits d'exploitation	Total :	Exercice 23/24	Exercice 22/23
		10 558 981	10 324 447
Dont notamment :			
• Calendriers, plannings		17 615,56	17 447,50
• Revues Animation & Education		81 454,94	88 217,65
• Cotisations		5 872 376,32	5 647 344,04
• Remboursement A.D. personnels fonctionnaires		17 860,64	17 860,61
• Subventions MEN		4 170 500,00	4 170 500,00
• Autres subventions		48 055,33	-
• Uniformation remboursement sur stage		33 274,51	11 549,00
• Autres produits pour cession (Agendas et Livrets essentiellement)		127 298,16	87 295,80
• Autres produits de gestion courante		43 999,85	40 873,49

Les autres produits d'exploitation sont des reprises de provision pour dépréciation, des transferts de charges et les reprises sur fonds dédiés pour un total de : 146 545,15 €

OBADIA
max-alain

EXPERT COMPTABLE

COMMISSAIRE AUX COMPTES

62, rue de Versailles

78150 LE CHESNAY

Tél. : 01.39.54.95.95

Fax : 01.39.54.95.00

ma.obadia@max-alain-obadia.fr

6.3 FORMATION DU RESULTAT FINANCIER

Principaux éléments constitutifs	Produits	Charges	Résultat
Résultat sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	25 601,56	- 25 601,56
Revenus des prêts	-	-	-
Dotation et reprises sur provisions sur Immo.et charges Financières	53 796,27	14 535,39	39 260,88
Autres produits financiers	153 097,61		153 097,61
Charges d'intérêts sur emprunt en cours			
Total sélection	206 893,88	40 136,95	166 756,93
Total des produits et charges financières	206 893,88	40 136,95	166 756,93
% analysé	100%	100%	100%

6.4 FORMATION DU RESULTAT EXCEPTIONNEL

Principaux éléments constitutifs	Produits	Charges	Résultat
Charges sur exercices Antérieurs	-	22 580,80	- 22 580,80
Cession d'actif	450,00		450,00
Dons et libéralités	13 420,71	-	6 670,32
Produits sur exercice antérieur	11 886,58	-	13 189,57
Total sélection	25 757,29	22 580,80	3 176,49
Total des produits et charges exceptionnels	25 757,29	22 580,80	3 176,49
% analysé	100 %	100%	100 %

7 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

7.1 ENGAGEMENTS DE CREDIT BAIL ET LOCATION LONGUE DUREE

Néant

7.2 AUTRES ENGAGEMENTS HORS BILAN

La Fédération est membre d'un Groupement d'Intérêt Public (GIP) dans le cadre de l'action Trousse à Projets depuis le 2 mai 2017.

L'objet du groupement est d'encourager et de faciliter la mise en œuvre de projets pédagogiques ou éducatifs, notamment en mettant en place des mécanismes de redistribution en faveur des élèves issus de catégories socio-professionnelles défavorisées.

Les droits statutaires des membres fondateurs du groupement sont fixés comme suit :

- Etat : 43 %
- La Fédération OCCE : 26 %
- Le Réseau Canopé : 26 %
- Le Fonds pour une école solidaire et innovante : 5 %

La contribution des membres aux dettes du groupement est déterminée à raison de leur contribution aux charges du groupement.

La dissolution du groupement entraîne sa liquidation. En cas de liquidation, la contribution des membres au passif est déterminée selon la réglementation en vigueur.

7.3 EFFECTIFS SALARIES PAR LA FEDERATION (hors MAD)

TYPE DE CONTRAT	Exercice clos	Exercice précédent
Personnels détachés par le Ministère de l'Education Nationale	59	60
Personnels privés en CDI	62	56
Personnels privés en CDD	0	2
	121	118

L'effectif fourni ci-dessus est un effectif équivalent temps plein (ETP), calculé par référence à la durée légale du travail.

7.4 INFORMATION SUR LES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

7.4.1 Mise à disposition de personnels

Dans le cadre de la convention pluriannuelle signée avec le Ministère de l'Education Nationale, la Fédération OCCE bénéficie de la mise à disposition (M.A.D.) de 3 fonctionnaires à temps plein. Sur cet exercice la Fédération devait rembourser au Ministère de l'Education Nationale les salaires et charges de ces 3 M.A.D. Un montant de 221 255,16 € a été comptabilisé sur l'exercice pour ceux-ci.

OBADIA
max alain

EXPERT COMPTABLE
COMMISSAIRE AUX COMPTES
62, rue de Versailles
78150 LE CHESNAY
Tél. : 01.39.54.95.95
Fax : 01.39.54.95.00
ma@obadia@max-alain-obadia.fr

7.4.2 Bénévolat

Faute de moyen fiable pour le recenser, le bénévolat n'a pas été valorisé.

A titre indicatif, la Fédération fait appel à des bénévoles pour le Conseil d'Administration, les groupes pédagogiques, les stages et les assemblées générales.

7.5 AUTRES INFORMATIONS

7.5.1 Litiges

Un litige prud'homal oppose la Fédération à son ancienne comptable. Le jugement intervenu le 20 décembre 2024 a condamné l'OCCE au versement de 17,7 K€ au titre de la prime d'ancienneté et 13^e mois due à la salariée et 1,5 K€ au titre de l'article 700 N du code de procédure civile.

Les sommes, majorées des cotisations sociales dues sur la prime d'ancienneté et 13^e mois ont fait l'objet de provisions dans les comptes clos au 31/08/2024.

7.5.2 Rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants

Pour satisfaire à l'article 20 de la loi du 23 mai 2006, il est indiqué que le total des rémunérations (indemnités) versées au cours de l'exercice aux trois plus hauts cadres dirigeants de la Fédération s'est élevé à 96 506,21 € bruts.

7.5.3 Honoraires

Conformément à la réglementation du code de commerce le montant des honoraires au titre du contrôle légal des comptes annuels inscrit en comptabilité dans les charges de l'exercice s'élève à 16 000 € HT soit 19 200 € TTC.

7.5.4 Transactions avec les parties liées

Il n'existe pas d'opérations avec les parties liées non conclues à des conditions normales de marché.

OBADIA
max-alain

EXPERT COMPTABLE
COMMISSAIRE AUX COMPTES
62, rue de Versailles
78150 LE CHESNAY
Tél. : 01.39.54.95.95
Fax : 01.39.54.95.00
ma.obadia@max-alain-obadia.fr

**OFFICE CENTRAL
DE LA COOPERATION A L'ECOLE**

Fédération Nationale
reconnue d'utilité publique

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

101bis, rue du Ranelagh
75016 - PARIS
SIRET : 775 689 078 00019 - APE : 94.99Z

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Exercice clos le 31 août 2024

**OFFICE CENTRAL DE LA
COOPERATION A L'ECOLE
Fédération Nationale**
Association loi de 1901
101bis, rue Ranelagh
75016 - PARIS

**RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES OPERATIONS VISEES A L'ARTICLE L. 612-5
DU CODE DE COMMERCE**

EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2024

Aux membres,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Fédération Nationale, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.





En application de l'article R.612-7 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes, mentionnées à l'article L. 612-5 du Code de commerce, qui ont été passées ou se sont poursuivies au cours de l'exercice écoulé.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

1. CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

La Fédération Nationale de l'OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE a conclu avec le Ministère de l'Education nationale une convention de mise à disposition de trois postes de fonctionnaires équivalents temps plein, pour la période du 1^{er} septembre 2023 au 31 août 2024.

Aux termes de cette convention, il est prévu que la Fédération Nationale rembourse au Ministère de l'Education nationale les sommes correspondant à la rémunération (coût complet réel) des fonctionnaires mis à disposition, au prorata de la quotité de leur mise à disposition.

Par ailleurs, l'OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE est tenu d'assurer l'indemnisation des frais que les agents mis à disposition exposent dans l'exercice de leurs fonctions.

A ce titre, figurent dans les comptes 2023/2024 de la Fédération les mouvements suivants :

- le remboursement des rémunérations chargées de Mme Véronique BARAIZE pour l'année 2022 (solde) pour un total de 32 248,01 euros, ainsi qu'un acompte de 61 496,09 euros au titre des huit premiers mois de l'année 2023. Ces sommes avaient déjà été provisionnées dans les comptes des exercices antérieurs.
- Sont également provisionnées au titre de l'exercice les rémunérations chargées, non encore appelées par les inspections académiques respectives des fonctionnaires mis à disposition. Pour la période allant du 1^{er} septembre 2023 au 31 août 2024, le montant ainsi provisionné s'élève à 221 255,16 euros (charges de l'exercice).

Au 31 août 2024, les sommes provisionnées que l'O.C.C.E. resterait devoir au Ministère de l'Education nationale s'élèvent à 355 521,11 euros.

Les montants mensuels bruts des indemnités versées à chacun des fonctionnaires mis à disposition sont les suivants :

- Mme Catherine HUEBER : indemnité de Sujétion de 700 euros ;
- M. Michaël FLOQUET : indemnité de Sujétion de 700 euros ;
- Mme Caroline DOULIOT : indemnité de Sujétion de 700 euros.

Membres concernés :

Mme Catherine HUEBER : Responsable du Pôle Vie pédagogique de l'O.C.C.E.

M. Michaël FLOQUET : Trésorier de l'O.C.C.E.

Mme Caroline DOULIOT : Secrétaire générale de l'O.C.C.E.

2. CONVENTION DE GARANTIE SOUSCRITE AUPRES DE LA MAE

La Fédération Nationale de l'OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE souscrit annuellement un contrat auprès de la MAE (Mutuelle Assurance de l'Education) afin d'apporter aux administrateurs nationaux de l'O.C.C.E. une garantie supplémentaire en cas d'incapacité permanente ou de décès. En cas d'incapacité permanente survenue à l'occasion d'un accident garanti, l'assureur devra verser une somme calculée sur un capital de 76 225 euros, proportionnellement au taux d'invalidité conservé par la victime. En cas de décès, l'assureur versera un capital de 76 225 euros, majoré de 30 490 euros par enfant à charge au jour du décès.

La prime annuelle liée à ce contrat, prise en charge par la Fédération Nationale de l'O.C.C.E au titre de l'exercice clos le 31 août 2024, est d'un montant de 703,68 euros.

Membres concernés :

L'ensemble des administrateurs nationaux de l'O.C.C.E.

Fait au Chesnay, le 14 mars 2025

Le Commissaire aux Comptes
Max Alain OBADIA